

■ ■ ■ Impulsion de politique culturelle .

Redéfinition Elections régionales

Missions de service public • CDC • Foix • TPT scrutin de mars 2010

Développement culturel • Label • Lieux

Savoir travailler ensemble • Equilibre • Irrigation

Territoire régional • Europe Euro-région

Institution Secteur indépendant • Articulation

Structuration des filières • Partenariats • Métropoles

Initiatives • Pôles structurants culturels de territoire

Arts de la rue • Musiques actuelles • Scènes nationales

Etat • Réseau • Responsabilité • Conseil Régional

Midi-Pyrénées • Orientation régionale

Conventions de développement territorial • Pays

Comité de développement régional • Présidences
Circulations d'œuvres • Offres de médiation
Acteurs culturels • Economie • Subvention

Investissement • Richesse • Veille • Albi • Création

Mutualisation des moyens et des emplois • DRAC

Goût officiel • Coopération • Création • Fiches d'identité

Transparence • Evaluation • Compagnies

Critères d'attribution • Département Communauté urbaine

Diffusion • Nouveaux territoires de l'Art

Action culturelle • Concertation • Transvasement

Evolution Mise à disposition Intermittents • Artistes

Reconnaissance • Techniciens du spectacle • Elitisme

Courage politique • Conventionnement • Concentration

Coopération culturelle • Pôles structurants

Théâtre de la Digue • Abattoirs • Formation • Mobilité

Saupoudrage • Repérage • Emergence • Réseau

au Théâtre du Grand Rond

le 15 février 2010

■ ■ ■ Rééquilibrer

Dans le cadre des élections régionales de mars 2010, le Synavi Midi-Pyrénées (avec la collaboration du COUAC) a souhaité organiser un débat sur le spectacle vivant en région. A l'exception du FN, toutes les listes ont été invitées.

L'objectif était très clairement de poser aux candidats des questions suffisamment précises, balayant l'ensemble des préoccupations des acteurs du secteur sur l'ensemble du territoire afin d'être en mesure, durant la mandature, de confronter les actes des élus à leurs réponses



Les questions :

- 1** – Le budget de la culture en région représente environ 2% du budget global. Comptez-vous le stabiliser ? l'augmenter ? le diminuer ? **page 4**
- 2** - Sans chercher à les opposer absolument les secteurs institutionnel et indépendant ont des financements très différents. Le secteur institutionnel a des besoins de financement qui croissent mécaniquement. Face à ce constat, le secteur indépendant peut-il (et comment selon vous) continuer à vivre « à la marge » ? **page 7**
- 3** – La politique culturelle régionale s'appuie en grande partie et au moins dans le domaine du spectacle vivant sur des « pôles structurants ». Au-delà du bilan qu'il faudrait tout de même pouvoir en tirer, ces pôles resteront-ils dans les années à venir les seuls maîtres d'œuvre d'une structuration du territoire régional ? D'autres dispositifs ou types d'acteurs viendront-ils compléter cette première approche et de quelle manière ? **page 13**
- 4** – On entend dire souvent qu'il y a « trop de compagnies, trop de structures culturelles, trop de lieux » pour une Région ait la capacité d'effectuer un repérage exhaustif. Quelle est la solution d'après vous ? Faut-il qu'il y en ait moins ? Ou avez-vous des moyens d'innover pour essayer d'embrasser toute cette diversité sur l'ensemble du territoire qui puissent apporter des réponses en terme de repérage mais aussi de structuration et de financement ? **page 18**
- 5** – Débat avec la salle **page 21**

Crédits

Prise de son : Fatima Guevara (Canal Sud, TV-Bruits)
Retranscription: Irène Rzewuski
Mise en page: Audrey Bastide

LE SPECTACLE VIVANT EN MIDI-PYRENEES

Débat au Théâtre du Grand Rond – 15/02/2010 – 17h30 – 19h30

Retranscription

Eric Vanelle, coordinateur du théâtre du Grand Rond, délégué régional du Synavi :

Bonjour à toutes et à tous et merci d'être venus nombreux. Samedi, le Couac et le Synavi ont préparé une série de 5 questions, synthétiques qu'on espère les plus larges et intéressantes possibles, il y aura ensuite une temps d'échange entre vous et les candidats, pour parfaire ce qu'on aura proposé, et pour peut-être évoquer des champs que l'on n'aurait pas abordés.

Tour de table :

- **Patricia Rosenthal**, seconde liste Modem Haute-Garonne, a eu des activités associatives nombreuses sur Toulouse, particulièrement intéressée par le civique et le culturel.
- **Arnaud Lafon**, tête de liste parti démocrate pour ces élections régionales, et accessoirement Maire de Castanet-Tolosan.
- **Marie Déqué**, sur la liste de Brigitte Barèges, qui porte l'UMP mais aussi les partis associés, radicaux, nouveau centre, auparavant Maire adjoint à la culture de la ville de Toulouse, toujours élue dans l'opposition, conseiller communautaire et conseiller régional sortant.
- **Hélène Breton**, Vice-présidente du Conseil Régional, actuellement en charge de la culture, pas candidate, plutôt là pour la partie d'articulation avec le bilan.
- Nicole Belloubet, candidate sur la liste conduite par Martin Malvy, seconde sur la Haute-Garonne, actuellement Maire adjoint en charge de la culture à la ville de Toulouse, et également Vice-présidente de la communauté urbaine.
- **Gérard Onesta**, tête de liste Europe Ecologie, pour l'instant aucun mandat électif, citoyen de base donc, mais j'ai déjà exercé fonction d' élu, assez longtemps Vice-président du Parlement européen. Formation en architecture donc toujours avec cette petite fibre artistique et culturelle, ce qui m'avait valu notamment au Parlement Européen d'avoir été nommé, pardon élu par mes pairs, député européen de l'année pour mon action pour la culture alors que je n'étais pas membre de la commission culture, mais fondateur de tout un tas de choses. Notamment le prix du Parlement européen pour le cinéma et autres. Donc ce n'est pas tout à fait par hasard si je suis devant vous ce soir.
- **Isabelle Dario**, pas candidate. J'accompagne depuis le début du travail sur le programme Europe écologie, toute la partie sur la culture. Réalisatrice et monteuse actuellement, j'ai travaillé depuis 10 ans à la production en théâtre, et notamment avec des compagnies et avec des institutions, et entre autres, le Théâtre de la Digue.
- **Eric Vanelle**, ici au titre du Synavi, Syndicat des Arts Vivants, qui organise ce débat aujourd'hui en collaboration avec le Couac. Délégué régional du syndicat en Midi-Pyrénées, et par ailleurs coordinateur du Théâtre du Grand Rond.
- **Laurent Ballay**, membre du Collège régional du Synavi en Midi-Pyrénées, et par ailleurs chargé de production Compagnie de théâtre l'Agit.

Eric Vanelle : Toutes les listes, à l'exception du Front National, avaient été invitées. Celles qui sont présentes sont celles qui ont bien voulu accepter notre invitation.

Eric Premel, Responsable d'un collectif francophone d'artistes qui est basé à Toulouse, membre du Couac. Sera là pour éventuellement intervenir : si la situation s'y prête, à la fin du tour de question, et avant le passage aux questions-réponses avec la salle, fera peut-être un petit résumé de ce qui sera dit, et en fera peut-être un second, à la fin du débat.

En introduction : le désengagement de l'Etat, c'est une chose qui a beaucoup fragilisé les structures, les compagnies, les festivals, la réforme générale des politiques publiques n'a pas arrangé les choses, loin de là, et la situation du milieu culturel dans son ensemble et du secteur indépendant en particulier est vraiment très sombre. Le secteur est vraiment très mal-en-point. Au niveau des régions, on a tous entendu parler en détail de la réforme des collectivités territoriales, qui malgré toutes les interrogations qui pèsent encore là-dessus risque d'ici à 4 ans de diviser par 2 le nombre d'élus sur le territoire. Donc pour un même travail, les élus seront encore moins disponibles qu'ils le sont maintenant, même s'ils le sont beaucoup. Il y a un gros flou qui pèse sur les compétences des départements et des régions, et il y a un flou encore plus important sur leur financement. C'est pour dire aussi que les régions sont elles aussi mal-en-point, on le sait, on en est tout à fait conscient. Et que le mandat qui s'annonce ne sera pas des plus simples pour celles et ceux qui seront élus. Ceci dit, on va considérer que la région conservera la compétence culturelle, sinon, on peut arrêter le débat. Et du coup, ce qu'on s'est dit, c'est que ce tableau très noir, on l'a tous fait, ça nous a amené à nous dire que les questions qu'on va vous poser, et celles que la salle vous poseront après, on a vraiment besoin d'être éclairés sur les choix que vous allez devoir faire, dans ce contexte de crise, de manque d'argent, d'inquiétude à tous les niveaux. C'est justement à ce moment là que les élus ont nécessité de faire des choix, et si possible de les faire et de les préciser avant les élections, pour que nous, électeurs, nous puissions nous positionner en connaissance de cause. Ceci étant posé, la question n°1. On va essayer de tenir un temps de parole identique pour chaque liste.

.....

Question 1 : Le budget de la culture en Région Midi-Pyrénées, c'est à peu de chose près 22 millions d'euros, ça correspond grosso modo à 2% du budget global de la région Midi-Pyrénées, dans les 4 ans à venir, compte tenu du contexte, quid de ce budget, est-ce qu'il est stable, est-ce qu'il va être en diminution, en augmentation ?

- **Arnaud Lafon :** Je vais commencer par prendre la parole sur ce dossier. Tout d'abord, comme vous l'avez rappelé, la question primordiale est celle de la clause générale de compétence et de savoir ce que peuvent faire ou ce que ne vont plus pouvoir faire les régions si la réforme sur les collectivités territoriales passe. Par rapport à cette inquiétude-là, par rapport à ce 2% budgétaire : 2% c'est quelque chose qu'on peut juger important par rapport aux politiques culturelles du 1% culture qui était à l'époque en vogue. Ce qui est intéressant surtout, c'est de savoir à quoi servent ces 2%. Quelle efficience peut-on mettre derrière, quelle diversification au niveau de l'offre culturelle régionale on peut apporter en termes d'accompagnement. Je ne suis pas un institutionnel de la culture à proprement parler, je n'ai pas une marotte ou une petite niche, je ne fais pas de différenciation entre la culture reconnue, révélée, celle qui aujourd'hui a la bienséance ou la bienveillance des politiques d'Etat ; et celle qui est créative, qui sort directement de la rue, des fabriques, ou des endroits où le phénomène culturel est présent. Je crois que la culture dans toute sa diversité mérite d'être accompagné.

- **Patricia Rosenthal :** On peut s'engager à maintenir les budgets actuels, on peut promettre de les augmenter, mais dans la période de crise, ce serait peut-être irréaliste, on peut en tout cas assurer que ce sera une préoccupation permanente.

- **Arnaud Lafon :** en tout état de cause, par rapport à ce que vous disiez tout à l'heure, la dépense culturelle, au même titre que la dépense culturelle dans les collectivités locales, n'est pas considérée par les chambres régionales des comptes, n'est pas considérée par les cours des comptes comme des dépenses obligatoires. C'est une vue comptable que je ne partage absolument pas. La culture, c'est quelque chose qui doit être présent, ça fait partie du lien social au niveau de l'action publique, et ce n'est pas une variable d'ajustement comptable comme on a l'habitude de le voir un petit peu partout.

- **Marie Déqué :** je vais faire court et synthétique. Je voulais juste dire à Eric Vanelle qui nous accueille ce soir que les élus que nous sommes ont pris le temps à un moment donné de vous accueillir, de vous écouter, de vous entendre, de vous accompagner. Et je dis bien « nous » parce que nous étions ensemble à ce moment-là avec Hélène Breton, et que ça a été

possible, et que ce lieu est là, parce que nous avons été en attente, en écoute, et en accompagnement. J'ai entendu sur l'Etat aussi votre inquiétude, le budget en tout cas de la Drac, que je connais, est le meilleur depuis 2004. Donc on ne peut pas parler de baisse même si certaines compagnies ou certains lieux sont moins bien accompagnés, mais c'est peut-être par rapport à l'expertise, peut-être qui a été mise en place par rapport au travail de certaines compagnies. Alors 2%, vous avez annoncé 22 millions d'euros, la conseillère régionale que je suis, veux vous dire que ce n'est pas tout à fait juste, Hélène le dira aussi. Parce que en fait, il y a 1,6% du budget qui est consacré à la culture, et il y a 0,6% inscrit dans les politiques territoriales, qui viennent faire les 2%. Alors est-ce que ça suffit ? ça ne suffit jamais. Et je suis une élue qui, par rapport à la réforme des politiques territoriales, vous affirme, vous confirme, et que je me bats pour ça, que je suis tout à fait pour le financement croisé. Parce que rien ne sera possible s'il n'existe pas. Donc que ce soit bien clair, il y a certains élus qui en sont conscients, et il y a certains élus qui ont l'habitude de le dire aux personnes qui veulent bien les entendre parce que nous savons aussi que, et en particulier dans le spectacle vivant, nous avons apporté des accompagnements très importants, en particulier dans les Nouveaux Territoires de l'Art, Danielle Buys, ici présente, le sait bien puisqu'elle faisait partie du tour de table. Donc 2%, effectivement, ça représente le budget culture de la Région, en fait ça représente à peu près 8€ par habitant et par an. Sur la Ville, Nicole peut-être me corrigera, en tout cas, il y a 2 ans, c'était 270€ par habitant et par an. 2% c'est aussi le budget recherche de la Région, alors pourquoi comparer, d'abord, est-ce que c'est à comparer ? On n'est pas là pour parler de la recherche, en tout cas pour vous dire que c'est un budget important, et que de toute façon, si nous sommes appelés à décider, il est clair que nous mettrons tout en œuvre pour optimiser ce budget existant, avec une organisation différente peut-être.

Eric Vanelle : *Petite précision, c'est bien parce qu'on a besoin des élus, qu'ils nous écoutent, qu'on regrette le fait que vous passiez de 6000 à 3000.*

- **Hélène Breton :** Nous aussi on le regrette parce qu'on est très attaché à ce lien qu'on a avec les acteurs, on va parler d'acteur culturel, c'est ce qui nous réunit aujourd'hui, mais je pense que dans les autres secteurs de la vie régionale et de la politique régionale, on est toujours très attaché à être en partenariat vraiment avec les acteurs et avec les gens concernés. Alors, le budget culture de la Région, cette année, 2010, est de 33 millions d'euros. Je tiens à dire que c'est assez exceptionnel, c'est dû à de grosses opérations d'investissement, parce qu'il y a le musée Soulage, parce qu'il y a la médiathèque de Colomiers, etc. Et que l'année dernière, il était de 24 millions et demi, et que bon, il est plutôt dans ces eaux-là. Avec un budget de fonctionnement autour de 15 millions d'euros. Ce budget a augmenté d'à peu près 55% au court du mandat, il avait augmenté d'un petit peu plus au court du mandat précédent. C'est vraiment la marque d'une volonté forte de la Région, et je crois qu'il est prévu de continuer à accompagner au maximum ce développement culturel du territoire régional. Ce que je voudrais dire par rapport aux 2%, c'est que le budget culture, c'est-à-dire le budget qui est géré par la direction de la culture à la Région, n'est pas le seul budget qui finance les actions culturelles. Il y a des financements au titre de l'éducation, de tout ce qui se fait avec les lycées, les opérations d'éducation artistique, il y a des financements au titre de la formation, il y a des financements au titre de la recherche pour la culture scientifique et technique, il y a des financements au titre des politiques territoriales ou européennes. Pour vous dire que globalement, l'engagement de la Région est plus important que ça. Ce n'est pas pour faire monter le pourcentage. Ce à quoi je tiens beaucoup, et je crois que ça a été vraiment la politique voulue par Martin Malvy pendant ses 2 mandats, et ça rejoint des choses qui ont été évoquées, c'est dire que la culture n'est pas un secteur à part, comme ça pouvait apparaître, qui intéressait surtout quelques-uns, mais qui ne concernait pas tout le monde, ou qui était un secteur un peu marginalisé. Mais que vraiment, la volonté du Conseil Régional, et la conviction, était que la culture est un atout fort pour le développement. Pour le développement individuel, pour le développement social, pour le développement collectif, pour le développement territorial. La culture, on doit s'en emparer comme ça. Elle doit être une dimension de l'ensemble des politiques, de l'ensemble du développement régional. Pour être très précis, on a augmenté la volonté de continuer à le faire, avec toutes les difficultés qui peuvent se poser, et que tu as évoquées dans ton propos

■ introductif. On partage complètement cette inquiétude. Et on remercie le Synavi et le Couac d'avoir organisé cette rencontre, que je trouve très intéressante.

- **Nicole Belloubet** : Je ne vais pas rajouter grand chose à ce qu'a dit Hélène. Je trouve simplement que, là où Eric Premel nous annonçait il y a quelques secondes des rêveries des élus, je trouve qu'on part fort... Il est vrai que la culture, ce n'est pas seulement la rêverie d'un promeneur solitaire, je crois que la culture, c'est aussi un dessein commun. Et ce que vient de dire Hélène Breton conduit dans cette voie. Il y a le budget de la Région qu'elle a évoqué, et il y a cette application du budget régional au territoire, dans un souci constant d'équilibre du territoire. Pour travailler avec la Région en tant que ville, en ce moment, je vois bien en permanence le souci qu'a la Région de nous ramener sur l'ensemble du territoire. C'est à dire qu'à chaque fois, c'est vraiment le souci que la métropole n'attire pas vers elle mais qu'elle irrigue dans ses actions, qu'elle aide l'irrigation du territoire. Je trouve que cela est parfaitement justifié et judicieux. Le traduisent par exemple, et on revient au budget, les conventions territoriales qui sont signées ; et là, la Région vient d'adopter il y a quelques jours, il y a une quinzaine de jours, la convention territoriale pour le Grand Toulouse, une partie, le début de la programmation de la convention territoriale du Grand Toulouse. Et on voit à quel point, dans cette convention territoriale qui est très englobante, puisqu'il s'agit des projets mis en cohérence entre la Communauté Urbaine et la Région, mais aussi le Département, à quel point dans ces projets-là, la culture est extrêmement présente puisque la Région va venir aider au financement de plusieurs lieux comme Job, comme la Maison Nougaro, comme d'autres projets comme la Médiathèque de Colomiers, etc. Donc voilà ce que je voulais dire, c'est qu'on est vraiment sur un souci permanent du territoire dans le cadre de ce budget dont je ne reviens pas sur les détails.

- **Gérard Onesta** : D'abord, merci pour cette invitation, parce que c'est quand même assez rare dans cette campagne qu'il y ait un vrai moment de confrontation et quelques fois où on l'a fait, ça s'est passé de manière très courtoise et très républicaine, donc je pense que c'est très utile pour éclairer le débat. Merci à vous, d'autant plus qu'on pourrait quelque part, nous les femmes et hommes politiques adhérer au Synavi, parce qu'on fait partie du spectacle vivant, peut-être même plutôt bien subventionné en l'occurrence pour certains intermittents du spectacle, j'en sais quelque chose... Plus sérieusement, c'est vrai qu'il y a une crainte en période de crise de dire « la culture, ça va être le premier truc qui va trinquer ». c'est vrai si on considère que la culture, c'est le supplément d'âme d'une politique. Nous, foncièrement, on pense que c'est pas le supplément d'âme, c'est l'âme de la politique. Donc si il y a quelque chose sur laquelle, surtout, il ne faut pas trancher en période de crise, c'est bien dans ce machin-là. On a identifié 2 ou 3 thèmes, qui ne sont pas forcément les plus glamours à vendre, mais c'est les choses qui fondamentalement structurent une société. C'est la culture, c'est la coopération décentralisée, le rapport au reste du monde, c'est la lutte contre les discriminations, donc des choses qui, à priori, ne génèrent pas l'emploi et l'économie, à priori. Parce qu'on pense que si on réfléchit comme ça, on se plante complètement. Par exemple : est-ce que la force du Pays Basque espagnol ou de la Catalogne, c'est pas d'abord, d'avoir bâti un vrai projet culturel ? Croyez-vous que Guggenheim aurait fait son musée à Bilbao s'il n'y avait pas un terreau culturel, pensez-vous que la Catalogne irriguerait ce qu'elle irrigue en Europe s'il n'y avait pas d'abord un projet culturel, une « fierté de ». Donc on pense que c'est infiniment vecteur de richesse, de rayonnement économique, et en plus d'épanouissement personnel, de connaissance de l'autre, de lien social, etc. Donc il n'est pas question pour nous, loin s'en faut, de commencer à ragoter quelque chose. On nous dit que ça approche les 2%, on l'a écrit dans nos documents, vous en trouverez quelques-uns à la sortie (on a fait des documents thématiques, on vous dira comment ils ont été élaborés, c'est assez intéressant), on risque le chiffre, soyons fou, en période de crise, de 2,5%. Autant vous dire qu'on l'a écrit, on n'est pas dans « on va diminuer », on est là pour structurer les choses. En soulignant en plus qu'il y a mille façons d'aider le monde de la culture, le tissu culturel, c'est pas forcément la subvention, ça peut-être la résidence, ça peut-être l'aide logistique, ça peut-être la mise à disposition de conseillers, ça peut-être... C'est pas l'imagination qui manque, en tout cas de notre côté.

- : En complément, on se posait aussi la question du financement croisé, on a un petit peu de mal quand on cherche les chiffres au Conseil Régional pour savoir effectivement quelle est la part du budget culture. J'imagine que c'est une question que vous vous êtes tous certainement posés.

On se posait la question : comment apparaît dans votre budget, le financement de tout ce qui est éducation artistique, qui semble effectivement très important. Et vu que la Région a la compétence sur la formation, il y a peut-être aussi des budgets, des financements croisés à tirer de ça. Du côté des lycées, du côté de la formation continue...

- **Hélène Breton** : Ce n'est pas les financements croisés avec d'autres partenaires, c'est des croisements internes. C'est très important effectivement, si on additionne tout ça, on arrive à un budget qui est très différent. La formation est à la formation, et l'éducation à l'éducation.

- **Nicole Belloubet** : Je voudrais juste rajouter, c'est vrai que nous pratiquons en permanence les financements croisés, entre collectivités. C'est vrai que c'est une richesse parce qu'on essaie de faire des tables rondes avec les acteurs concernés et les collectivités concernées. C'est-à-dire, la plupart du temps, c'est la Région, la Ville, enfin pour ce qui concerne le territoire toulousain, et parfois le Conseil Général. On est en permanence sur cette réflexion partagée.

- **Hélène Breton** : Il n'y a rien de caché. Je conçois que ce soit complexe, et que l'organisation des budgets, avec les différents chapitres, peut être complexe, mais il est clair qu'il n'y a rien de caché, que c'est complètement transparent. On peut avoir très bien l'information sur les opérations payées à la formation ou payées à l'éducation.

- **Arnaud Lafon** : Il y a quelque chose qui m'interpelle par rapport à cette budgétisation constante des politiques publiques. Je crois qu'on est aujourd'hui tombé dans l'air du « tout Sarkozy », du tout doit être chiffré, tout doit être quantifié. Et on commence toujours par mettre des chiffres et des budgets avant de mettre en place des programmes de politique publique. Je crois qu'il serait peut-être plus intéressant de mettre en œuvre les politiques publiques, et après de voir comment on les chiffre, comment on les quantifie.

Question 2

Eric Vanelle : Ceci étant posé, on a bien entendu vos réponses, le Synavi c'est un syndicat de structures indépendantes, ici c'est un lieu indépendant, le Couac est un collectif d'acteurs indépendants. Ce n'est pas en opposition au secteur institutionnel, mais c'est un secteur qui est complémentaire, c'est des secteurs qui sont complémentaires l'un et l'autre. On ne va s'étendre là-dessus, ce serait en soit un grand débat. Mais il est clair, par rapport à ces 2 secteurs-là, qui sont complémentaires et en aucun cas en opposition, il est clair que ces 2 secteurs-là ont des financements actuels qui sont très différents, des besoins en financements qui sont extrêmement différents. Et dans la situation actuelle, des structures institutionnelles importantes, qui ont tout à fait leurs raisons d'être, le propos n'est pas de les remettre en question, loin de là. Ces structures-là ont des besoins de financements qui croissent, de manière mécanique, ne serait-ce parce que la masse salariale augmente, parce que les gens changent de grade. Et mécaniquement, ces structures institutionnelles ont besoin de financements de plus en plus important chaque année. Mais dans une période à venir, si je comprends bien, à part peut-être pour Europe Ecologie...Le secteur qui est le nôtre ne vit que sur les marges de manœuvres, que sur la marge. Et cette marge-là, si le budget reste constant, malgré tout ce qu'on peut en dire, et vu l'accroissement des financements des institutions qui sont mécaniques, qu'est-ce que nous on devient, qu'est-ce que ce secteur-là devient ? Donc la question est, pour les 3 premières listes : qu'est-ce qu'on devient ? C'est quoi notre avenir là-dedans ? Et pour vous (Europe Ecologie), dans le cas où vous seriez en capacité d'augmenter ce budget global, quelle en serait l'utilisation, la ventilation ? Sachant qu'au niveau du temps de parole, vous êtes un petit peu en avance (PS).

- **Marie Déqué** : J'entends bien votre question, qui est LA question en général, quand nous sommes aux affaires, et en responsabilité. C'est les moyens de faire, et le redéploiement possible. Il est clair que nous sommes tous en héritage d'une situation donnée et qu'il faut, et il est nécessaire de se donner les moyens de pourvoir effectuer des redéploiements. Pour avoir été en responsabilité pendant quelques années, je peux vous dire que c'est quelque chose de terrifiant. Pourquoi, vous le savez, j'entends bien, je sais, mais sachez qu'on sait nous aussi. Quand nous sommes obligés d'essayer de choisir, ou en tout cas d'aider mieux, quand ça veut dire en même temps aider moins d'autres. C'est clair.

C'est la grande difficulté, nous y sommes arrivés, pour parti, en donnant et en essayant de donner des moyens, j'allais dire « d'avoir les moyens ». Parce qu'il est clair qu'à un moment donné, dans un budget global, même si nous avons tous les arguments (et je vais reprendre un peu ce qui a été dit) la culture, c'est d'abord le lien social. Monsieur Onesta, je pense qu'un des piliers du développement durable, n'est pas que le développement économique, n'est pas que le développement écologique, il est aussi le pilier, c'est un des 3 piliers c'est le lien social. Alors la culture, c'est quoi ? la culture, c'est le vivre ensemble.

- **Gerard Onesta** : C'est bien !

- **Marie Déqué** : J'y crois! Je l'ai toujours dit ! On n'a jamais eu l'occasion d'être à une tribune ensemble. J'ai souvent parlé du levier et de l'outil majeur de paix sociale que pouvait amener la culture.

- **Gerard Onesta** : J'approuve.

- **Marie Déqué** : Je le crois, nous l'avons vécu, nous avons essayé de le mettre en scène, pardon du jeu de mot. En tout cas, c'est vraiment ce à quoi je crois. Alors la Région effectivement de ce côté-là, a un rôle majeur à jouer, puisque si la culture n'est pas une compétence directe de la Région, elle est quand même en lien direct avec les missions de la Région. Le développement économique, la formation pour l'éducation artistique, l'aménagement du territoire, et éventuellement aussi, le développement durable. Les moyens donc c'est certainement le redéploiement dont je parlais, certainement l'optimisation des budgets quand c'est possible, c'est aussi certainement avoir des moyens qui pourraient venir aussi d'une jeune collectivité, je parle bien sûr de la Communauté Urbaine. La Communauté Urbaine, normalement, une de ses compétences c'est la culture. Il n'y a pas d'obligation à faire, il y a une préconisation à faire et à choisir. Je pense que la Communauté Urbaine est une jeune collectivité qui a des moyens très importants par rapport à la Communauté d'agglomération, donc peut-être là aussi on peut imaginer, dans le cadre des financements croisés, qu'il y ait des moyens supplémentaires qui seraient générés, et donc mis ensemble, pour avoir un projet cohérent qui est celui de tous, puisqu'on n'est pas là pour sectoriser les responsabilités des collectivités. C'est ensemble que nous avons fait l'Usine, c'est ensemble que nous avons fait la Grainerie, c'est ensemble que nous avons fait Mix'Art Myrys, avec les 4 institutions. Les moyens en plus, c'est ensemble qu'on les trouvera, c'est jamais seul, isolé, ce n'est pas possible. À un moment donné, il y a des cadres budgétaires, il y a des moyens de faire, il y a des gens qui veulent faire, il y a des gens qui savent travailler ensemble. Je pense que c'est comme ça qu'on arrivera à trouver les moyens dont parlait Eric Vanelle, nécessaires pour de nombreuses compagnies, de nombreux artistes, de nombreux acteurs culturels, et peut-être en particulier sur le territoire de la Région. Parce que nous sommes quelques-uns à faire partie aussi de ceux qui veulent absolument réconcilier la ville centre et la région. Il est temps de cesser d'opposer à l'heure de l'Europe la ville et son territoire rural, il est temps de se servir des qualités du pôle de centralité qu'est la ville métropole, en ayant un rôle pour le président de région et l'élu qui sera chargé de la culture, d'avoir un regard supérieur, d'essayer d'amener la coordination pour avoir une cohérence du propos culturel. De prendre un peu la gouvernance. Parce que là, je suis d'accord, on n'est plus dans une histoire de moyens. On est dans une histoire de pulsion et d'impulsion de politique culturelle. Je crois que c'est le rôle du président, et en particulier dans le cadre de l'euro région. Sortons de nos cadres. Sortons de la région régionale. Et c'est avec des visions et des moyens comme ça qu'on arrivera à faire. Sinon ce n'est pas possible. Chacun restera chez lui, et l'on juxtaposera plusieurs dossiers, plusieurs secteurs, plusieurs acteurs, et ce n'est pas ça la Région Midi-Pyrénées. Il faut qu'elle sorte de ça. Donc les moyens, ils sont éventuellement en redéploiements, ça c'est la première méthode. Elle est très difficile, mes collègues élus le savent très bien. Et peut-être à un moment donné aussi, une volonté politique commune, sortir de la politique politicienne pour faire de la politique culturelle.

Arrivée de Stéphane Borras, NPA.

- **Hélène Breton** : pour rebondir sur quelque chose qui vient d'être dit, effectivement, je ne vais pas reprendre l'aspect budgétaire, on connaît les contraintes, on les a déjà évoquées. Moi je crois que dans cette question d'institution et indépendant, il y a quelque chose d'important, et je crois qu'on a bien avancé dans ce cadre-là. C'est effectivement l'articulation. C'est l'articulation entre l'institution et l'indépendant, c'est la structuration des filières, c'est les

partenariats qui peuvent se nouer. Et la Région, le Conseil régional, qui a des conventions avec toutes les structures institutionnelles, inscrit dans toutes ses conventions et évalue dans toutes ses conventions cette dimension de l'irrigation du territoire. Ce que je tiens à dire, c'est que le mouvement n'est pas exclusivement de la métropole vers les territoires, c'est quelquefois aussi dans un sens inverse. Parce qu'il y a des initiatives et des pôles forts sur les territoires, il y a des scènes nationales, il y a des centres des arts de la rue, il y a des pôles de musique actuelle, etc. Et donc c'est vraiment un réseau qui doit se tisser, et qui doit fonctionner ensemble, chacun dans le respect de ce qu'il est. Ça c'est une responsabilité forte du Conseil Régional, la structuration de la politique sur le territoire. Ce n'est pas toujours extrêmement facile, ni toujours parfait, mais ça doit être un objectif, ça doit rester un objectif. Un dispositif qu'on a mis en place et qui aide à ça, ce sont les conventions de développement territorial. Les conventions de développement culturel territorial sur les pays, signé avec 26 pays actuellement de Midi-Pyrénées, conventions qui portent sur des actions essentiellement de type culturel, et qui reprennent un peu ce qu'évoquait Gérard Onesta tout à l'heure, c'est-à-dire avec beaucoup d'actions de résidences, actions de réseau de circulation d'œuvres, d'organisation de diffusion, de mutualisation de moyens, etc. Là, on a des points d'accroche forts, pour entre acteurs du territoire s'aider et se donner des moyens, et aussi avec la professionnalisation qu'il y a sur les territoire puisqu'on finance un poste d'animateur culturel qui peut aider à ça, dont une des missions est d'aider à ça, d'aider au lien à faire avec les structures institutionnelles. Voilà où l'on en est aujourd'hui.

- **Gérard Onesta** : moi je pense que cette affaire-là ne va pas nous coûter, mais elle va nous rapporter beaucoup. Nous considérons une fois de plus la culture non pas comme une distribution de subvention à perte, où on arroserait dans le désert, mais comme un investissement. Investissement, c'est les écologistes qui parlent d'investissement, c'est dire à quel point on est rentré dans la sphère des grands, maintenant, on parle comme des économistes, d'investissement parce qu'on est persuadé que c'est générateur de richesse. Que chaque euro qui est mis dans la culture, c'est pas à perte. Donc déjà, il ne faut pas considérer qu'il n'y a que la colonne dépense, il y a la colonne recette. En terme de rayonnement économique, il y a plein de choses induites à travers ça. Deuxième élément, il faut également penser en terme d'économie d'échelle. Si l'on arrive à mettre en séquence tous les acteurs du monde culturel, il y a beaucoup de choses que chacun fait dans son coin, parfois mal, en faisant ensemble, on économise, du temps, de l'énergie, des moyens, donc du pognon. Si chacun cherche sa petite salle dans son coin, qu'il arrive pas à trouver, et que ça lui coûte la moitié de son budget, s'il y a une mise en commun et qu'on a tous une grande salle par grand lieu et par grand lieu de pays ou autre, d'un seul coup, là on a des économies d'échelle pour faire autre chose. Autre économie possible, c'est tout le temps que vous passez, de manière hallucinante, dans la paperasserie, pour la chasse à la subvention. Certainement là aussi que la Région, et les collectivités territoriales en général, pourrait faire un sacré effort également de coordination en ce qui les concerne, de simplification, pour que l'essentiel de votre temps soit passé à la création, non pas à la récréation punitive de monter des dossiers. Mutualisation des moyens des emplois, etc. Là il y a des économies d'échelles qui permettent du coup de générer des marges de manœuvre. La question c'était, bon maintenant, on a l'argent. En ce qui nous concerne, on ne pourra pas être chiche de ce côté-là. On ne dira pas ça sur tous les budgets. Mais sur celui-là, c'est pour ça que je suis venu avec plaisir ici, parce que je savais que...je ne le dis pas tous les soirs,

- **Nicole Belloubet** : Je vous l'ai entendu dire aux associations...

- **Gérard Onesta** : oui, une fois de plus, j'ai cité tout à l'heure les éléments qui font sens, c'est ceux-là. Ne comptez pas sur nous pour mettre des centaines de millions d'euros sur les autoroutes. Il y aura des arbitrages à faire, on saura les faire. La question était, bon maintenant, on a de l'argent, sonnante et trébuchante, comment on le dépense ? Là aussi c'est quelque chose sur lequel on a pas mal réfléchi, on pense que la Région n'a pas, le pouvoir régional n'a pas à décréter la culture. Il doit l'accompagner, il doit certainement pas la décréter. Un président, ou même un vice-président « en charge de », n'est pas là pour dire « je pense que le bon goût officiel c'est ça, et c'est dans cette direction que ça doit partir ». notre vision des choses c'est la co-élaboration. Il n'y a pas meilleur sachant que les gens acteurs de terrain que vous êtes. Je vous ai dit tout à l'heure que je vous dirais 2 mots sur comment on a bâti ce genre de document. On a commencé il y a 5 mois. On a fait la tournée

de tous les territoires, on a essayé d'écouter aussi bien pour la culture que l'agriculture, l'énergie, les transports, les services publics, on en a 16 comme ça, ça rentre au final 6000 signes, donc ceux qui font de l'écriture savent que c'est serré. Et pendant 5, 6 mois, ça a été un chantier à ciel ouvert. Vous pouvez voir sur le site Internet, ça bouge encore tous les jours, bon là on met sous presse demain, il arrive un moment où il faut bien imprimer les choses. On a fait l'exercice difficile mais très intéressant, et on pense le résultat très riche, vous l'avez à la sortie ce document, où on pense que justement, il y a plus intelligent dans 100 cerveaux que dans un seul. Le rôle du pouvoir public, c'est de défricher le terrain, c'est de le rendre fertile, mais la graine, c'est vous qui l'avez en main. Et la moisson, elle sera partagée, si vous êtes bons, et si nous on a bien préparé. Une fois de plus, c'est pas à nous de dire « voilà, on vous distribue le pognon, mais à condition que ça aille dans telle direction, dans telle direction ». D'ailleurs, il y a beaucoup de choses, parce qu'on a beaucoup regardé sur le site Internet du Conseil régional, on n'a toujours pas compris quels étaient les organismes qui parfois décidaient que la subvention tombait là ou là, que tel spectacle était subventionné ou pas, et qui compose ces organismes-là, ça a l'air d'être le secret le mieux gardé de la république. Ça, ça me pose quand même un petit problème. Les compositions des gens...les conseillers qui conseillent aux élus de dire que c'est ces 3 compagnies et pas la 4ème qui... Nous on pense que un peu plus de transparence, un peu plus de co-élaboration dans la chose ne ferait pas de mal au produit final.

- **Hélène Breton** : Là, excusez-moi, mais je ne peux pas vous laisser dire ça. Parce que la composition des comités de conseil, elle est parfaitement connue, toute personne qui demande à avoir la liste, si elle ne l'a pas, on la lui donne, le Synavi en fait parti,

- **Gérard Onesta** : Ce serait vachement mieux de le mettre directement sur Internet,

- **Hélène Breton** : C'est renouvelé de temps à autres, il n'y a aucun problème là-dessus.

- **Gérard Onesta** : Sur les critères d'attribution, c'est pas clair.

- **Arnaud Lafon** : Il y a une religion d'Etat, ça s'appelle Sainte Drac. Soit tu es dans les critères de Ste Drac, soit tu ne l'es pas.

- **Hélène Breton** : Non, les critères du Conseil régional ne sont pas ceux de la Drac.

- **Arnaud Lafon** : J'en parlerai si vous voulez, par rapport à l'aide à la diffusion du Conseil Régional.

- **Isabelle Dario** : Je reprendrais certains des mêmes arguments, parce qu'on les partage, ce n'est pas la peine de re-développer, en ce qui concerne la concertation bien évidemment. Mais bon, c'est la bouteille d'encre la concertation. Ça fait des années que le culturel la demande, ça fait des années qu'elle est proposée sur des comités et que visiblement, elle ne correspond pas aux souhaits. Donc, la 1ère des choses, c'est, avant de parler de la concertation, peut-être savoir laquelle est voulue, pour arriver à la mettre en œuvre. Se mettre à disposition. Si on part sur les mêmes principes, c'est à dire que la culture se décide pas au niveau des organisations dites territoriales, et qu'on n'est pas en mesure, même si on est de très bonne volonté, de produire du sens, absolument et de façon sûre. Donc commencer effectivement par se concerter pour établir les règles d'une politique culturelle pour donner de la visibilité. Et pas la donner nous-même, mais la donner avec les acteurs. Deuxièmement, si on continue cette concertation, ça veut dire que de la même façon, les comités seront choisis, mais avec des renouvellements. Je crois que le plus terrible, c'est les gens qui se reconduisent ad vitam eternam. La constitution des pôles culturels, c'est bien, mais par moments, ça enferme. Donc il faut s'en méfier. Peut-être la vigilance. On est toujours à budget constant, ou à budget augmenté selon les moyens, mais en tout cas, on peut garantir la vigilance, à tous les niveaux. La médiation, le recours. Sur la non attribution de subvention aussi. Toute cette procédure, si elle est constituée du début jusqu'à la fin, elle va conduire aussi à irriguer le territoire, parce qu'elle sera déclinée. Voilà, en gros, si on déclinait ce système là, du début jusqu'à la fin.

- **Stéphane Borrás**, sur la liste du NPA et Mouvement des objecteurs de croissance aux élections régionales, assez loin sur la liste donc avec peu de chances d'être élu. Sauf si... Sur cette question-là, il y a quelque chose qui est un peu binaire, parce que le gouvernement et Sarkozy sont en train de supprimer la clause de compétence générale des collectivités territoriales, dont le Conseil Régional et le Conseil Général. Donc quand je vous entends madame, vous êtes de l'UMP, vous expliquez qu'on va continuer à financer la culture. Soit vous ne savez pas ce qui se passe, soit vous mentez.

- **Marie Déqué** : ...non.

Parce que les collectivités territoriales, les conseils régionaux, les conseils généraux, vont avoir l'interdiction de financer. Grâce à votre loi.

- **Eric Vanelle** : *si je peux me permettre, on a posé au tout début que l'on va supposer, en étant un peu optimiste pour une fois, que la Région et le Département conserveront, au moins pour la culture, cette compétence-là.*

- **Stéphane Borras** : Bon, on peut toujours parler de grand rêve, j'espère que cette loi-là ne passera pas.

- **Gérard Onesta** : Elle va passer en 2010, on la rectifiera en 2012. Ne vous en faites pas !

- **Stéphane Borras** : On verra, parce qu'il y a des choses qui ont été faites qui ont été rattrapées. Donc Madame de l'UMP nous annonce tout ça, la 2ème chose, c'est la fin de la taxe professionnelle, la suppression cadeau de 10 milliards au patronat que vous allez faire cette année. Et qui va empêcher les collectivités de financer, même si elles en ont le droit. C'est extrêmement grave ce qui se passe sur les collectivités territoriales et sur les financements. Et aller raconter à des acteurs dont certains que je connais là, qu'on va continuer à arroser, ce n'est pas vrai. Ça va s'arrêter. C'est ça qui va se passer. Donc après on peut dire « il va y avoir des experts », tout ça, les experts vont gérer rien du tout. Quand le Conseil régional va avoir le choix entre financer tel ou tel pôle de compétitivité à tel ou tel endroit, Airbus, ou le théâtre machin, quelque part à Toulouse ou ailleurs, croyez-moi, ce n'est pas le théâtre machin qui va l'emporter. On peut toujours faire de la démagogie, arriver, dire « oui, ça va continuer », non ça ne continuera pas. Ça c'est le 1er point. 2ème point pour revenir au débat, faisons donc comme si ça va continuer. Sur le problème des experts. Essayons. Bon, le problème c'est que les expertises en matière de culture, ce sont des gens qui sont eux-mêmes dans le domaine culturel. Et là, j'ai participé à quelques séances au Conseil régional il y a quelques années, on sent bien que dans le domaine culturel, il y a des suspicions, vrai ou pas vrai d'ailleurs, parce que tout ça est très compliqué, de certain clientélisme, de certain favoritisme. Il faut le dire tel quel, parce que c'est vrai, j'ai pas dit que c'était comme ça que ça se passait. Il y a peu d'argent, donc le distribuer est très compliqué. En matière culturelle, tu as raison tout à l'heure, c'est certainement pas à un Etat ou un président de fixer une ligne culturelle, faut que ça émane du terrain, donc là il y a une vraie complexité. Même si on décroche maintenant des Beaux-arts, des banderoles, la politique fait parfois de petites saillies en matière culturelle surtout en ce moment. Donc il ne faut pas avoir cette manière-là de voir. Comment contourner le problème ? c'est la plus grande transparence. C'est-à-dire, je rejoins ce qu'a dit Gérard Onesta, la publication pleine et entière, même si c'est vrai que ce n'est pas secret, mais enfin avoir accès à qui décide de quoi à quel moment est quand même un élément qui permet un peu de détendre l'atmosphère quand ça se passe. Mais encore une fois, le problème majeur, c'est combien il y a d'argent à distribuer, déjà il n'y en avait pas beaucoup, et grâce à l'UMP, bientôt il y en aura moins.

- **Marie Déqué** : Alors 2 secondes, parce que je suis très contente, j'ai pris une particule aujourd'hui « Madame de l'UMP », je vous remercie beaucoup. Ici on n'est pas là pour faire de la politique monsieur. On est là pour faire de la politique culturelle. C'est pas tout à fait la même chose. Vous faites de la politique politicienne. Je le regrette parce que ceux qui me connaissent ici, j'en connais autant que vous, ils savent que je n'ai jamais fait de politique politicienne. Par contre, j'ai toujours essayé de faire une politique culturelle cohérente. Alors quand vous parlez de distribution comme ça, ce n'est jamais comme ça qu'on a distribué. Et je vais vous dire aussi quelque chose par rapport à ce que vous pensez qui risque de se passer, mais mes voisins apparemment disent « non, les financements aux conseils resteront », parce que c'est obligatoire qu'ils restent. Qu'il y ait peut-être à un moment donné des spécificités par rapport à certaines collectivités, qui éventuellement subventionneront plus dans le cadre du fonctionnement, ou, mettons, dans certaines disciplines artistiques, oui. Mais ça ne va pas s'arrêter. Parce que ça n'est pas possible que ça s'arrête. Sinon, personne, ni acteur, ni public, ni territoire, ...le fondement de la culture monsieur, c'est des publics, des territoires et des acteurs. Et je n'ai pas mis dans l'ordre bien évidemment je mets les acteurs en premier, les territoires forcément, et les publics parce que c'est eux, éventuellement, qui

sont autour de cet axe.

- **Stéphane Borras** : Mais ça c'est à Sarkozy qu'il faut le dire, pas à moi.

- **Marie Déqué** : Mais arrêtez de me parler de Sarkozy ! si vous me connaissiez bien, vous sauriez que je suis centriste d'origine, alors en me parlez même pas de Sarkozy. Il est pas là Sarkozy, on s'en fout.

Eric Vanelle : *On va être confronté au temps qui passe, il y a 2 secondes Mr Lafon, 2 secondes Mme Belloubet, et 2 secondes ici. Et après, on passera à la question suivante. On a parlé de pôle structurant, de pays, ça arrive juste dans ce qui suit.*

- **Arnaud Lafon** : Je crois que le problème à un moment donné de la création et de la diffusion, on ne peut pas diffuser de la culture en Midi-Pyrénées si on n'a pas de la création. Et la création ça passe par des créateurs, ça passe par un soutien aux créateurs. Le soutien au créateur, c'est le statut d'intermittent du spectacle. [dans la salle : non !..] Aujourd'hui. Pour certains. [de la salle – « c'est pour indemniser les gens quand ils ne travaillent pas »] Par rapport à ça, d'après ce que j'en connais, je suis encore un novice, je suis certainement le moins branché que tous ceux qui sont ici. D'après ce que j'ai entendu dire, le problème, c'est celui de la diffusion et des dates que peuvent avoir les artistes pour se produire dans la région. Aujourd'hui ce qui manque dans notre région, c'est des scènes, c'est une mise en réseau, et c'est une circulation peut-être plus efficiente de telle sorte à ce que vous puissiez produire le nombre de dates nécessaires. Ça c'est ce que j'ai entendu dire de la part d'artistes créateurs. Alors peut-être pas histoire de statut ou autre, je prends ça avec beaucoup de pincettes, mais je crois que l'extrême difficulté elle est là, et je crois que les pouvoirs publics, les institutionnels doivent aider à ça. Et ce que je regrette aujourd'hui par rapport au schéma d'accompagnement de la Région, c'est que parmi les troupes ou les créateurs qui sont aidés ou accompagnés, on retrouve bien souvent ce qu'on appelle la religion révélée par la Drac. Et c'est là où je reparle de Saint Drac, où il est beaucoup plus facile d'être dans les tuyaux quand on a déjà une reconnaissance Drac que quand on ne l'a pas. Et moi ce qui m'intéresserait, c'est de travailler avec tous ces artistes. Parce que, comme je l'ai déjà entendu ici, on n'a pas, nous élus, la capacité de dire « ça c'est de la culture, ça ça n'en est pas, ça c'est ce qu'on a envie de donner ou de diffuser, ça on n'a pas envie de donner ou diffuser ». c'est pas notre rôle à nous, politiques. Nous notre rôle, il est d'accompagner la culture dans sa diversité créative, et de ne pas porter de jugement de valeur. Or ce que je reproche aujourd'hui à la manière dont s'est construit la politique de diffusion culturelle régionale, c'est qu'à un moment donné, il y a une sorte, je ne veux pas sortir le mot « élitisme », mais pourtant je vous le dis. Il y a une sorte de reconnaissance institutionnelle de certains, au détriment d'autres. Et ça a une certaine pénalisation par rapport à une pénurie de scène de diffusion dans la région. C'est tout ce que j'avais à dire là-dessus.

- **Nicole Belloubet** : on est parti de la relation institution/indépendant. On s'en est pas mal éloigné. Il me semble au fond, dans cette relation, il y a plusieurs manières de procéder. Soit on prend le taureau par les cornes, et on décide de réduire le budget des institutions pour faire un phénomène de transvasement vers les indépendants. Il faut du courage politique. Je n'ai pas dit que ça n'était pas possible, je dis simplement qu'il faut du courage politique, et il faut mesurer les conséquences que ça peut avoir à de multiples égards. Ce courage-là, on peut vraiment faire le choix de l'avoir. Il y a une autre solution, c'est celle de mon camarade Onesta, c'est « on augmente les budgets ». Ok, attendons de voir pour ce qui le concerne, ça s'est fait parfois, la Ville de Toulouse par exemple, [tu vois que c'est possible], oui, en effet, en 2009, je n'ai pas dit en 2010, la ville a beaucoup augmenté, bref. L'autre solution, qui me semble peut-être plus intéressante, parce que plus porteuse d'autres modalités relationnelles et d'autres modalités de travail, c'est d'essayer d'impulser, - c'est un peu ce qu'Hélène avait dit d'ailleurs -, un conventionnement entre les institutions et le secteur indépendant, pour essayer, par d'autres modalités de travail, que les institutionnels réorientent une partie de leurs budgets dans un travail pensé, conçu avec les indépendants pour des territoires, et sur des projets adaptés à ces territoires. C'est très long à faire, nous, on rêve, je reprends ma casquette ville de Toulouse, de porter un peu, mais ça peut s'appliquer aussi pour la Région, de porter un peu le modèle de charte de coopération culturelle tel qu'elle a été établi à Lyon, et c'est un peu ce vers quoi nous avons envie d'aller. Je sais que c'est aussi le travail

que conduit la Région. Et dernière chose, dans le programme de la liste conduite par Martin Malvy, l'intitulé s'appelle « Culture pour soutenir les créations », l'intitulé c'est celui-là, c'est un travail de soutien à la création, et il est clairement dit qu'il y aura un renforcement du dispositif d'aide au spectacle vivant. Donc c'est évidemment un travail qui sera conduit aussi avec les indépendants, pas seulement avec les institutionnels.

- **Patricia Rosenthal** : Très court, pour revenir sur la question initiale, c'est que l'on souhaite très fortement transformer la société, et la culture elle est au cœur. Je crois que les innovations auxquelles on a besoin d'être attentif, elles viennent parfois plus du secteur indépendant que du secteur institutionnel. Donc il y aura un vrai désir d'être attentif à tout ce secteur-là dont peut émerger des choses qui vont à un moment devoir pousser.

Question 3

Eric Vanelle : La question suivante, on parlera des Pays juste après, on tourne autour de ça depuis un petit moment, la question peut se décliner de la manière suivante : en Midi-Pyrénées, mais ce n'est pas une exception, loin s'en faut, une bonne partie de la politique au niveau du spectacle vivant, c'est de beaucoup appuyer sur des pôles structurants, en région, à Toulouse, un peu partout. Pôles structurants qui, j'en cite quelques-uns, qui sont les scènes nationales de Foix, Tarbes, Albi, le TNT, le CDC, La Digue, etc. Ces pôles structurants, le bilan qu'on peut en faire est compliqué, on va dire complexe. On va prendre deux exemples, ça a déjà été dit ici plus ou moins, on va juste le redire, c'est vrai et c'est une réalité qu'une scène nationale, quelle qu'elle soit, en Midi-Pyrénées ou ailleurs, n'a en aucun cas les moyens, ni humains, ni logistique, d'aller faire un repérage exhaustif sur le territoire. Ce n'est pas possible, ils ne peuvent pas. On ne va pas leur demander ça, ils ne peuvent pas le faire. La Digue, qui, en 88, quand elle a été créée, avait, elle, à cette époque-là, il y avait très peu de compagnies sur le territoire, tout était balbutiant, elle a eu pendant très longtemps la capacité, quasiment seule sur ce territoire immense qu'est Midi-Pyrénées, effectivement d'impulser, de faire rayonner, de provoquer des choses. Le fait est que sur la fin du projet initial de la Digue, la Digue était débordée par les compagnies, par le territoire, et donc, ce pôle structurant isolé pour le spectacle vivant en Midi-Pyrénées du secteur indépendant était plus suffisant du tout. Donc la question est la suivante : Est-ce que dans les années à venir, ces pôles structurants resteront les seuls maître d'œuvre d'une structuration sur le territoire ? ou est-ce que ils seront accompagnés par d'autres ? quels autres ? comment ? Et par rapport à ce que disait Nicole Belloubet sur le fait que l'institution, scène nationale, pouvait elle-même redéployer une partie de son budget sur le secteur indépendant et sur le territoire. Oui, après, le problème que ça peut poser, c'est une question que l'on pose aussi, c'est que du coup, ça induit, de fait, que les acteurs du secteur indépendant qui vont être amenés à travailler avec cette scène nationale-là, seront dans une position qui n'est pas du tout une position d'égal à égal.

- **Nicole Belloubet** : ça dépend comment c'est construit.

- **Hélène Breton** : Effectivement, cette question de pôle est très important, parce qu'effectivement le Conseil régional a construit beaucoup de sa politique culturelle autour de cette notion de pôle, dans la mesure où on est confronté à un problème d'équilibre territorial en Midi-Pyrénées. Et si on veut que tout ne soit pas concentré, et les structures, et les publics, et les artistes, etc. sur Toulouse, il faut se donner les moyens de renforcer cet équilibre territorial, en renforçant les initiatives, les structures, et ce qui existe sur l'ensemble du territoire. Donc c'est vrai que c'est une politique qu'on a construit sur l'ensemble des domaines artistiques. Que ce soit la musique, que ce soit l'art plastique avec les centres d'art, et les domaines du spectacle. Mais quand on dit pôle, il faut immédiatement ajouter pôle et réseau. Parce que justement, il ne s'agit pas d'avoir des pôles qui se présentent comme seuls maîtres à bord, qui feraient ce qu'ils veulent, etc. Bien sûr ce n'est pas ça qui est intéressant. Ce qui est intéressant, c'est que ces pôles constitués en réseau fonctionnent en réseau, et là, ils deviennent pertinents. Ensemble, pour soutenir l'émergence, pour repérer l'émergence, pour la soutenir, et pour l'accompagner. C'est vrai qu'il y a des domaines dans lesquels ça fonctionne mieux, parce que c'est l'histoire. Par exemple le réseau des arts de la rue qui

s'est constitué a des pôles dans tous les départements, et mène ensemble un certain nombre d'actions, là, il y a une filière qui est constituée. C'est vrai que ça fonctionne assez bien pour le cirque, c'est en train de se mettre bien en place avec la chanson. Au niveau du théâtre, c'est vrai, c'est plus difficile. Il y a beaucoup de compagnies, il y a peut-être un poids de l'institution qui est plus fort, donc il y a là quelque chose qu'il faut approfondir. Je crois qu'on est en plein dans cette problématique-là, avec un certain nombre de démarches qui sont en cours. Y compris des démarches portées par le secteur indépendant, par le Couac, etc., bien entendu avec lesquels on discutera, parce que bien entendu on est convaincu qu'on doit être dans des démarches de co-construction, de co-élaboration, et que ce n'est jamais l'institution qui décrète la culture, ni même qui gère la culture et qui décide. Donc on aura ce type de travail en commun à mener, puisqu'il y a plusieurs échéances qui nous attendent.

- **Nicole Belloubet** : Ce qui nous importe, c'est vraiment de travailler sur la structuration du spectacle vivant. Aussi bien pour les musiques actuelles, par exemple, qui est une des préoccupations à la fois de la ville de Toulouse, mais aussi de la Région. Et il y a là un gros travail de réflexion qui devrait aboutir assez rapidement autour de la structuration dans ce secteur-là. Et puis sur le théâtre, on est également en pleine réflexion. Alors on s'est donné les moyens, et je parle en tant que présidente de la Digue, on s'est donné les moyens de construire un nouveau projet, à plusieurs, avec la Région, autour de cette idée de mise en réseau de plusieurs lieux. Pour accueillir des compagnies indépendantes, pour accueillir de la création, de l'aide à l'émergence, de l'aide à la diffusion. Et c'est vraiment là-dessus, j'espère ne pas empiéter, ne pas tronquer notre volonté commune. Puisque vraiment nous travaillons ensemble là-dessus avec la Région et avec la Ville de Toulouse, pour essayer d'arriver à une mise en réseau de plusieurs lieux qui soient encore une fois, selon l'identité des lieux, des lieux d'accueil en résidence, des lieux de création, des lieux d'expérimentation même, des lieux de diffusion. Et c'est un petit peu cette idée de mise en réseau sur laquelle nous travaillons. L'idée n'est pas aboutie complètement, on s'est donné les moyens qu'elle puisse aboutir dans un délai que j'espère être le plus rapide possible, mais enfin, c'est là-dessus que nous travaillons. Je crois que c'est vraiment ce travail de structuration est pour nous extrêmement important, et cette volonté-là est très clairement affichée.

- **Gérard Onesta** : Quand on a analysé finement comme je vous le disais tout à l'heure, pendant des mois, comment fonctionnait notre région, il y a quelque chose qui saute aux yeux assez rapidement, c'est l'hypertrophie toulousaine, quel que soit le sujet par rapport au reste. Alors on peut considérer que c'est un sacré atout, c'est LA ville d'Europe qui chaque année gagne en pourcentage le plus d'habitants. Mais on peut aussi considérer que c'est une marque de mal développement. Et la culture n'y échappe pas. Si la croissance a été 4 fois plus forte dans les 10 dernières années sur la grande agglomération toulousaine que dans le reste du territoire Midi-Pyrénées réuni, si ça concentre l'essentiel des chercheurs, des industries, des étudiants, des emplois, etc. il n'y a pas de raison que la culture, le schéma culturel soit sensiblement différent de ça. A l'évidence, il y a un rééquilibrage à trouver, fort, pour changer ça. Il y a 3 façons selon nous de le faire, d'abord c'est trouver des lieux, deuxièmement trouver des lieux, troisièmement, trouver des lieux. Le lieu, c'est LE truc qu'on a identifié comme étant « si on a pas ça, on peut raconter ce qu'on veut à côté, ça ne marche pas ». si on veut vraiment irriguer le territoire, il va d'abord falloir se poser la question foncière. C'est-à-dire l'immobilier. Ça me paraît vraiment très important. Et pour faire une petite incidence sur l'histoire des intermittents du spectacle, le problème de statut, qui ne dépend pas de la Région, on ne va pas vous dire que c'est la région qui va changer ça, ce serait abuser. Mais dans ce statut-là, outre le fait qu'il ne touche pas tous les arts, il y a aussi une non reconnaissance de tout le travail caché. Quand vous faites une prestation que vous avez le public en face de vous, c'est la partie immergée de l'iceberg. Toute la répétition, le repérage, la construction, l'écriture, toutes les fois où on a chiffonné la boule de papier pour dire on recommence à zéro, on est pas bon coco...ça, sur la feuille de paie ou le tampon, ça n'apparaît pas. Donc là, il y a quelque chose à réinventer. Je ne sais pas dans quelle mesure la Région peut faire preuve d'imagination, mais on voit très bien les limites de ce machin-là. Pour résumer, il y a un rééquilibrage à faire, certainement que les Pays sont utiles, d'autant plus que nous on pense que la Région a eu trop souvent une logique de guichets et pas une logique de projet. Or le Pays, par définition, c'est un territoire de projet, et j'en veux beaucoup, entre autres, à la bande à Sarkozy, justement dans sa future loi territoriale qu'on

cassera de toute façon en 2012, de dire que les Pays, c'est fini. On fige, on arrête, on ne crée pas. Alors que s'il y a un endroit où l'on peut justement penser en termes de projet, pas en termes de guichet, c'est bien là.

- Stéphane Borrás : Oui, bon, là, le problème il est épineux. Parce que je suis d'accord avec ce que tu viens juste de dire, de toute façon, c'est le rôle majeur des collectivités territoriales, c'est de rééquilibrer les villes vers la campagne. Si on laisse faire le capitalisme tel qu'il est, d'ailleurs depuis fort longtemps, il se concentre vers les villes, la richesse se concentre, et si on laisse faire, elle continue à se concentrer, y compris en matière culturelle. Donc bien évidemment, il faut aller vers un rééquilibrage vers les campagnes. Le problème, c'est comment. Et là, on retombe sur les problèmes de budget. Parce qu'à un moment donné, on parle de lieux, de foncier. Outre le fait qu'en France le foncier on le laisse flamber comme il veut, donc ça suppose d'avoir un budget culturel à la Région qui soit à la hauteur. Comme j'ai dit tout à l'heure, malgré ce que certains racontent, il va se restreindre, donc en 2012, si j'ai bien compris, ça va changer, mais en attendant, c'est pas sûr. Donc on va se retrouver dans une situation où, les budgets se comprimant, on va dire qu'on va redéployer. C'est évidemment le contraire qui va se passer. Donc il faut dire à quel endroit on prend le pognon. Si on dit qu'on gonfle le budget culture, où prend-on le pognon ? vous savez, regardez dans un budget, vous avez le développement dit économique, que nous on appelle cadeau au patronat, mais bon, vous savez, on exagère toujours un peu, y a pas mal de fric. L'institut catholique, pas très loin d'ici, a ramassé je crois 200 000 euros l'année dernière, je ne suis pas sûr que ce soit le bon endroit où l'on aurait dû mettre cet argent-là. Il y a une série de choses comme ça. Alors on va pas en tirer des milliards, faut pas raconter non plus d'histoire, non, mais on peut en tirer un bon paquet quand même. Et si j'allais à un congrès du Medef, mais je suis rarement invité, je ne dirais pas on va filer des tunes. Voilà, ça c'est la 1ère chose, deuxièmement, l'affaire des pôles, parce qu'on peut aussi reproduire des concentrations à la campagne. Et ça, c'est un vrai problème, surtout quand il n'y a pas beaucoup de fric. Parce que là, tout le monde vient s'agglutiner autour, et il y en a qui ont le fric, et pour leur faire lâcher, c'est un peu compliqué. L'affaire des pôles demande à être vue, je ne sais pas si ce que tu dis sur les réseaux, ça peut contre-balancer, peut-être, là aussi c'est transparence et contrôle. La transparence, c'est pas que Internet. La transparence, c'est-à-dire la disponibilité des budgets... Qu'on sache qui c'est, qui demande quoi. C'est bien le moins, et ce n'est aujourd'hui pas le cas. Et deuxièmement le contrôle. Le contrôle y compris sur le droit du travail. Non, les dossiers dans les commissions, ils ne sont pas publics, certains élus les publiaient, mais ils ne sont pas publics. Et dernier point, le contrôle sur le droit du travail. Mais ça c'est valable en culture et dans bien d'autres domaines. L'argent public va à telle ou telle opération, de telle et telle manière, il faut que dans tous les cahiers des charges, il y ait l'absolue nécessité que le droit du travail soit respecté plein et entier. Parce que tu dis les feuilles, ça c'est pas comptabilisé, mais il n'y a pas que ça qui n'est pas comptabilisé, il y a le travail au noir aussi. Je pense qu'il y a de quoi dire que quand des travailleurs travaillent, fussent-ils de la culture, ils doivent être déclarés, ils doivent cotiser, et ceux qui payent doivent contrôler.

- Patricia Rosenthal : En étant tout à fait d'accord avec le fait qu'il faut redéployer sur le territoire, associer effectivement le secteur indépendant, on ne peut pas faire autrement de toute façon. Mais par contre, essayer de répondre à Toulouse, non pas seulement en la vilipendant chaque fois uniquement, mais en lui créant des contres capitales. En essayant, avec des pôles forts, sur toute la région, et en allant irriguer jusqu'au plus petit. Ce ne sera pas les mêmes structures bien entendu. On ne va peut-être pas construire des zéniths au fin fond du Quercy. Il faudra décliner sur la réalité des structures, la réalité des besoins, en concertation avec les indépendants et des pôles existants, et peut-être quand même, dans la série, prendre garde à ce que ces structures aient des conventions d'utilisation de locaux, et qu'elles aient des aides en rapport...ça paraît pas culturel quand on dit ça, mais c'est vrai qu'on sait que toutes les structures et tous les lieux sont embêtés avec les conditions d'accueil du public, sont embêtés avec des conditions très difficiles, et que quelques scènes, ou quelques lieux d'accueil ferment parfois à cause de ça. Donc, moi je veux bien qu'on en mette partout, mais qu'on mette des structures viables.

- Arnaud Lafon : Si je peux ajouter par rapport à cela, mis à part le fait que je suis d'accord

avec Patricia, mais ça c'est un peu normal. Il y a 12 ans, nous avions un président de Région qui avait fait campagne sur Toulouse et le désert Midi-Pyrénéen. C'était son leitmotiv. 12 ans plus tard, on a toujours une ville centre hypertrophiée, et un déséquilibre du territoire qui ne cesse de s'accroître. En propos préliminaires, je vous parlais du nécessaire lien social. La culture aujourd'hui est quelque chose qui doit être accessible à tous. Je rejoins ce que disait monsieur par rapport à une ville qui concentre l'ensemble des richesses, et des banlieues, sortes quelque part de bidon ville. On n'a rien réinventé, on est en train de se développer comme des pays qui sont en voie de développement. Où l'on a une concentration des richesses sur une ville centre.

Hélène Breton : Ce n'est pas très respectueux...

C'est une réalité madame. Je suis maire d'une commune de la ceinture toulousaine, et aujourd'hui, les personnes qui viennent habiter en ruralité sont des personnes qui n'ont plus les moyens de venir vivre sur Toulouse. Ce sont des personnes qui aujourd'hui foutent la moitié de leur budget, la moitié de leur SMIC dans la facture énergétique, parce qu'elles n'ont pas d'autre moyen que d'avoir la voiture pour aller bosser. Ça c'est la réalité. Alors peut-être que vu d'un petit salon toulousain, ça n'a pas l'air d'être émouvant pour vous, mais c'est respectueux, c'est respectueux et c'est aussi une observation de la réalité. Et pour toutes ces personnes qui sont aujourd'hui dans les zones périphériques, je crois que la culture, c'est très important, c'est très important de l'essayer au plus proche de ces populations-là. Qu'il n'y ait pas une fracture clivante entre celles et ceux qui peuvent avoir accès à la culture parce qu'ils sont bien domiciliés, parce qu'ils ont les infrastructures de diffusion à proximité, et ceux qui se trouvent dans des territoires ruraux parce qu'ils n'ont pas eu les moyens d'acheter dans les grandes villes, parce qu'ils se trouvent dans des zones désertifiées, pour lesquelles la Région n'a pas forcément eu suffisamment d'accompagnement dans les structures de diffusion.

- **Hélène Breton** : Par rapport à la question de respectueux, je pense que les territoires de Midi-Pyrénées, les villes moyennes de Midi-Pyrénées, les petites villes, sont toutes des villes qui font énormément d'effort, qui ont développé énormément de projets, souvent avec l'aide de la Région, avec l'aide des autres aussi, du département, et par leur propre énergie, et je crois qu'il faut qu'on sorte de cette idée qu'il y a Toulouse et le reste en Midi-Pyrénées, c'est vraiment pas exact. Et en culture, vous allez partout, vous avez énormément de lieux qui fonctionnent et qui développent des projets, et on les aide.

- **Gérard Onesta** : Oui, mais avec un manque de visibilité, et pas sous les spots.

- **Hélène Breton** : Oui, mais sous les spots, est-ce que c'est ça l'objectif ?

- **Marie Déqué** : Par rapport à tout ce qui vient d'être dit, je suis un peu interrogative. D'abord, parce qu'il ne faut pas un lieu, pour faire une politique culturelle. Nous avons eu beaucoup de mal dans le cadre de la communauté d'agglomération, lorsque nous avons fait le schéma directeur, qu'il a été difficile de faire appliquer, d'expliquer à certains décideurs ce qu'étaient les politiques culturelles. C'est tout sauf une salle et une scène. La politique culturelle, c'est un projet.

- **Gérard Onesta** : Je n'ai pas dit salle et scène, j'ai dit lieux.

- **Marie Déqué** : Non mais même lieux, je vais vous dire pourquoi. Parce que les politiques culturelles, on peut les mener dans des grottes. En Ariège, ça s'est fait l'été dernier. Voilà alors on continue un projet, c'est d'abord un projet. On va parler des arts plastiques, au Mas d'Azil. Ça a été bien le problème, déjà de l'agglo, qui est la première couronne, pour expliquer, je crois qu'il y aurait d'ailleurs des choses à faire dans le cadre de la sensibilisation à certains élus et à certains décideurs. Je ne suis pas sûre que tout le monde parle couramment la politique culturelle. Parce qu'effectivement, la simplicité voudrait qu'on se dise, dans une commune, il faut que j'ai une salle, avec une scène, la clé, et des gens devant, c'est ça la culture. Ce n'est pas ça la culture. La culture, d'abord, ça ne se décrète pas, ça se construit au fur et à mesure des pratiques sociales. Et les acteurs, ce qu'ils proposent, et les publics, ce qu'ils attendent. C'est ça une politique culturelle. Alors, dans le cadre de la 1ère couronne, qui est un morceau de la région quand même, il était question d'envisager et d'imaginer ce qui pouvait être possible. Il se trouve qu'il y a plusieurs communes de la 1ère couronne, qui ont une politique culturelle extrêmement visible. Parce qu'elles ont défendu des artistes qui ont pu éventuellement se diffuser dans certains lieux qui n'étaient pas forcément

académiques, mais en tout cas, c'est ça la 1ère écriture d'une page de politique culturelle. Et par rapport aux autres maires de l'agglo, quand il y avait de l'incompréhension, je ne vous parle pas des débats que nous avons eus quand nous avons mené la candidature de Capitale européenne en 2013, pour justement donner des clés de compréhension de ce que pouvait être une politique culturelle cohérente et visible. Elle n'est visible que quand elle est cohérente. Et qu'est ce qui manque, qu'est ce qui manquait, c'était, mettons, on était en carence sur les résidences d'artiste, sur la sensibilisation artistique. C'est ça qu'on a essayé d'expliquer aux maires de l'agglo. Pour dire qu'à un moment donné, il n'est pas question forcément de se doter d'une salle de spectacle. Il est question, comme à Fiac dans le Tarn par exemple pour les arts plastiques, au Mas d'Azil, dans la grotte en Ariège, d'avoir justement des projets qui sont portés par un pôle structurant, et éventuellement en interaction avec un lieu qui n'est pas forcément le lieu que je viens de citer, ça peut être une grotte, ça peut être un petit village comme à Fiac, qui a fait un projet magnifique depuis 4 ans, avec les abattoirs.... L'idée étant, là aussi pour les habitants, de se rendre compte de ce qu'était un travail d'artiste, et que l'art contemporain n'était pas hermétique pour tous, quand on arrivait à comprendre ce qu'un artiste pouvait dire par rapport à la vie au quotidien. C'est ça un projet culturel. Alors évidemment, sur la mission de la Région de maillage et d'aménagement du territoire, moi je voudrais dire, parce que j'ai pu m'exprimer auprès du président sortant, à ce sujet, que je regrette très sincèrement qu'il n'y ait pas de visibilité ou de lisibilité dans certains domaines, dans certaines disciplines artistiques. Pourquoi, parce que par exemple au lieu que les Abattoirs soient portés à 2 mains, une main plus lourde d'ailleurs que l'autre, j'aurai été aux affaires, j'aurai essayé d'aider les centres d'art en région, Torine dans la Lot, la Chapelle St Gaudens, j'aurai aidé les artistes et les lieux en région. Avec une mission de travail en réseau avec le pôle structurant. Ça c'est la vision d'un président de région. Et pour le théâtre, pour le spectacle vivant, je regrette, parce que je l'ai dit aussi fortement à ce moment-là, que le théâtre de la Digue, que l'Etat cédait pour un franc symbolique... Un euro symbolique, qui aurait cédé, je pense que là, il était, à mon avis, tout à fait intéressant d'imaginer que la Région puisse se saisir de ce lieu. Que ça devienne la vitrine de la création régionale. Bien sûr avec un accompagnement pour la formation. Là par contre on est en carence complètement effectivement sur ce territoire. En tout cas la Digue, c'est un théâtre de la création régionale. C'était l'occasion pour la Région d'avoir un lieu de diffusion pour la création régionale. Cette opportunité n'a pas été saisie, et je pense que c'est le rôle de la Région, effectivement pour éviter ce qu'on vient de dire. Mais en même temps, vous savez, quand Hélène et Nicole ont dit « on reçoit énormément d'artistes, de dossiers » bien évidemment, c'est clair, mais à un moment donné, je crois qu'il faut se donner les moyens d'avoir une possible réponse qui était envisageable avec le théâtre de la Digue. Je crois que la Région, quand je parlais tout à l'heure de nécessaire vision, d'une nécessaire impulsion, d'une possible gouvernance, elle aurait pu, à ce moment-là, choisir d'avoir dans le lieu de la ville capitale, dans certains lieux de Toulouse, un outil de monstration du travail fait en région. Et par rapport aux Pays, et pas parce que Monsieur Sarkozy a décidé de les arrêter, parce que j'ai jamais parlé culturel avec Monsieur Sarkozy, ça m'est jamais arrivé d'ailleurs. Parce que les Pays, je suis intéressée aux projets présentés par les Pays. Sauf que là aussi il n'est pas question de faire des projets côte à côte. Il est question de faire des projets qui soient en cohérence les uns avec les autres. Parce que sinon, c'est une mosaïque. Parce qu'au lieu d'être à l'heure de l'Europe, voir de l'international, on ne peut pas imaginer des projets côte à côte. Même si certains sont de qualité. Il est question de travailler en visibilité générale. Et là, on est en train de se refermer entre soi, de Pays à Pays côte à côte. Moi c'est ce que je pense, il y a des projets de Pays qui sont un peu en réseau avec l'existant, mais il y en a d'autres qui font leur projet à l'intérieur de leur Pays. C'est pas ça la visibilité future de la Région Midi-Pyrénées, qui a une ambition d'être européenne, qui a déjà un rôle dans l'euro région. Et si en plus on voulait se donner une identité, et je terminerais par là, on s'occuperait de notre situation géographique, en créant les infrastructures qui manquent pour accéder à certains lieux emblématiques, mais se pencher un peu sur ce qui est notre histoire, c'est-à-dire celle du sud, celle de l'Espagne, du Portugal, l'Italie, le Maghreb et l'Afrique. Ça c'est le rôle de la région Midi-Pyrénées, puisqu'elle est l'Europe des suds et même des suds de l'Europe. C'est là où on sait qu'il y a pas mal de projets interactifs qui existent déjà, mais on devrait impulser et initier un peu plus d'échanges avec le sud de l'Europe, parce que c'est nous le sud de l'Europe. Et si la région Midi-Pyrénées ne le porte pas de façon plus visible,

il est clair que les artistes à un moment donné peuvent, et certains l'ont fait, je vais pas les citer, on les connaît ensemble, mais je crois que c'est ça notre identité, et c'est ça notre possible visibilité. Sinon, c'est entre soi, un patchwork de propositions. Et ce n'est pas je pense ce qui sera le rendez-vous de visibilité.

- **Nicole Belloubet** : On est très en retard, mais je voudrais répondre et dire à Marie que alors là, vraiment, je te trouve gonflée. Ou alors le temps s'est arrêté début 2008 pour toi. Je t'explique en 2 mots : on est bien parti de l'idée des pôles structurants, et de l'idée que nous portons je crois au sein de la région Midi-Pyrénées, de l'idée qu'il faut absolument travailler sur ce maillage du territoire, sur cette présence du territoire. C'est je crois une idée que nous sommes nombreux à partager ici. Jusque-là pas de problème. Tu as choisi 3 exemples, un dans le domaine des arts plastiques, un dans le domaine des arts vivants, et un autre aussi dans le domaine des arts vivants de la formation. Sur ces 3 domaines-là, il se trouve qu'avec la Région Midi-Pyrénées, la ville de Toulouse a considérablement avancé. Et c'est du point de vue de la Région que je vais me placer ici. Sur la question des Abattoirs, le statut a été complètement refait. Région, Ville, et ce statut a été refait essentiellement pour permettre que nous irriguions encore mieux l'ensemble du territoire régional. Non seulement du point de vue de l'art contemporain, qui est la mission plutôt de la Région, mais également du point de vue de l'art moderne, puisqu'il est clairement précisé que le musée d'art moderne doit également faciliter la diffusion sur l'ensemble du territoire régional. Nous sommes réellement dans cette volonté partagée d'avoir des échanges au niveau du territoire régional. 1ère erreur chronologique. 2ème erreur, du point de vue de la Digue : qu'avez-vous fait quand vous étiez aux affaires, comme tu le dis joliment (j'ai toujours détesté cette expression). Qu'avez-vous fait pour dire que le projet tel qu'il était écrit, avec ses qualités d'un temps, n'était plus adapté ? Qu'avez-vous fait ? Rien. Qu'avons-nous fait ? Tout ! Pas tout, nous avons mis les conditions en place pour que nous puissions réellement faire ce travail en réseau dont nous parlions tout à l'heure, travail en réseau sur Toulouse mais également sur le territoire régional. Avec la Région, nous sommes en train de construire cela. 3ème exemple, tu as parlé de la formation, tu as dit il n'y a rien en formation, c'est faux. Depuis quelques jours, tu es pardonnable, nous avons décidé de mettre en place, avec la Région, nous venons de recruter une personne qui va prendre en charge la création de la section formation en art dramatique au conservatoire, et à partir de là, s'appuyer sur l'ensemble des forces du réseau régional. Je pense au Chantier Nomade, au Groupe Merci, à Michel Mathieu, etc. et je dirais que c'est de l'ensemble de l'identité, de cette identité régionale que viendra la lisibilité et pas l'inverse, Monsieur Onesta.

- **Gérard Onesta** : Je n'ai pas dit l'inverse, j'ai dit que les lieux ne suffisaient pas, s'il n'y avait pas un minimum de flammes à l'intérieur.

Question 4

Eric Vanelle : *il est 18h55, ce qui prouve que ce genre de débat manque, puisqu'on a beaucoup appris. Il reste 5 mn, pour garder 1/2h de questions-réponses avec la salle. Il y a une question sur les Pays, mais je pense que ça va venir. La dernière question est un peu en forme de pirouette. Il y a clairement, c'est ce qu'on entend en tout cas, il y a trop de compagnies, il y a trop de structures culturelles, il y a trop de lieux, en tout cas, pour que la Région, celle-là et toutes les autres, ait la capacité d'effectuer un repérage et un suivi exhaustif. Ça a priori, c'est bien clair pour tout le monde. Est-ce que la solution, selon vous, c'est qu'il y en ait moins, de compagnies, de structures, de lieux, ou est-ce que vous n'avez pas des moyens innovants, et pour le coup, ça doit vraiment être innovant, pour essayer justement, que ce soit en termes de financement, de structuration, de repérage, d'essayer d'embrasser toute cette diversité sur l'ensemble du territoire ?*

- **Gérard Onesta** : Alors, au début du film de Milos Forman, il y a l'empereur d'Autriche qui explique à Mozart que sa musique est bien, mais il y a trop de notes. Moi je ne suis pas persuadé qu'il y a trop de notes culturelles en Midi-Pyrénées.

- **Eric Vanelle** : *Je n'ai pas dit ça, j'ai dit pour que la Région soit en capacité de ...*

- **Gérard Onesta** : Non, mais il y a trop de lieux, trop de compagnies, non. Non, la richesse, c'est que...

- **Eric Vanelle** : *ce que j'ai dit c'est qu'il y a trop de lieux, trop de compagnies, pour qu'une région soit en capacité de les repérer et de les suivre de façon exhaustive.*

- **Gérard Onesta** : Alors ça tombe bien parce que nous on pense que la Région doit être, pour reprendre mon image mozartienne, chef d'orchestre, mais pas soliste. C'est-à-dire qu'effectivement, on en crève un peu dans l'hexagone, le fameux mille-feuille, où, du comité de quartier jusqu'à l'Europe, il y a des strates à n'en plus finir, mais on pense que la Région est le bon niveau territorial, suffisamment large pour avoir une vue globale et tirer des synergies intéressantes, et suffisamment encore proche du terrain pour savoir ce qui s'y passe. La Région a vocation à essayer de coordonner le travail des collectivités. Alors je sais bien que ce n'est pas facile de mettre d'accord un président de conseil général et un président de conseil régional, mais dans notre optique, c'est souhaitable. Pareil pour les grands maires, si tant est qu'il y en ait des petits, et pareil pour les agglomérations, etc. Nous sommes favorables dans beaucoup de domaines, à ce qu'il y ait ce qu'on appelle un congrès régional, qui réunisse une fois l'an des élus régionaux, généraux, les aggro, etc. Pour essayer, sur ces questions-là, de se répartir le boulot. Ça sert à rien que chacun refasse dans son coin la même chose parce que certains départements ont cette ambition-là, certaines grandes agglomérations ont cette ambition-là, on ne va pas refaire en double parce que c'est aussi l'argent public qui part à ça et qui ne sert pas à des choses utiles comme la culture. Donc la grande idée, c'est la Région est plutôt en chef d'orchestre qu'en pionnier tout seul de son côté. C'est un élément de réponse. Deuxième élément de réponse, il faut aussi vous donner les outils à vous pour que vous signaliez votre présence. On pense qu'un portail Internet dédié, beaucoup plus interactif, pas le machin qui arrive de la Région et qui vous explique ce qu'il faut faire, mais également qui marche dans les deux sens, qui permettrait de signaler en quelques clics, voilà ce qui se passe chez moi, voilà mon objectif, je rentre dans telle logique, est-ce qu'il y a quelqu'un dans le territoire qui est pareil que moi. C'est des choses qui peuvent se mailler assez facilement. Donc on utilise les nouveaux outils, on met en synergie et en syntonie, comme disent les Grecs, les différents niveaux territoriaux, et là, du coup, la Région est parfaitement calibrée pour faire ce boulot-là, mais en tous les cas, ça ne vient pas en déduction de la pluralité de l'offre parce que là, sinon, on se plante complètement, on ne parle plus de culture, on parle...

- **Stéphane Borrás** : je vais recommencer par dire que, la Région est-elle l'échelle pertinente ? est-ce qu'il y a un mille-feuille déjà ? Le mille-feuille, il n'y en a pas plus en France que dans les autres pays d'Europe, parce que [Gérard Onesta : en terme décisionnaire, si] Non, absolument pas, la différence, c'est le poids politique des différentes institutions. Les conseils régionaux sont des nains politiques et financiers. Bon, c'est comme ça, le Conseil régional Midi-Pyrénées, il a à peu près le même budget que Conseil général de Haute-garonne, ça ne fait pas beaucoup, pas les mêmes missions. Donc c'est une réalité. Dire qu'il va être chef d'orchestre et orchestrer, oui, s'il a son budget qui augmente considérablement, il deviendra à sa place politique. Or ce n'est pas vers ça que se dirige l'Etat aujourd'hui, dire est-ce qu'il faudrait ça ou pas, c'est encore un très long débat. En fonction des réalités d'aujourd'hui, nous on propose une réorientation des budgets, en partie, pas que, mais vers la culture. Et ces budgets c'est très simple, enfin c'est très compliqué en réalité mais je vais vous les cibler tout de même. L'aide au patronat, les subventions aux lycées privés y compris confessionnels, qui composent quelques millions d'euros, dans cette région comme dans les autres régions, sont deux des domaines dans lesquels on souhaite taper pour aller vers des choses qui nous paraissent plus utiles et plus dans le sens du service public. Pour aller au bout de la pensée, c'est illégal ce que je viens juste de dire, puisque vous savez, ou vous ne savez pas, que outre le fait qu'on nous supprime la clause de compétence générale, on est par contre obligé de financer les lycées, par la loi. Et bien nous on propose d'en sortir. Si à un moment donné on veut mener une politique de gauche, c'est-à-dire qui réoriente, il faudra bien arriver à quelques éléments de rupture, nous on propose celle-là. Deuxièmement, sur les problèmes, donc je vais redire ce que j'ai dit tout à l'heure, mais c'est mieux en insistant, il y a le problème de la transparence, le problème de la pertinence de qui décide de quoi. Cette transparence-là, elle doit être totale, du début à la fin des processus. Totale. On sait qui décide, à quel moment, et même on sait quels dossiers ont été présentés. Parce que

c'est très important, parce qu'autrement, la suspicion est là. Elle est là la suspicion, à tort ou à raison, j'ai dit il faut absolument la lever, en ayant une politique de transparence. Et dernier point, je pense que la concentration d'argent sur des grandes institutions publiques, n'est pas la meilleure manière d'avancer pour la culture. Globalement je dis ça. D'autant plus quand on a un budget qui est faible. Quand on a beaucoup d'argent, ben oui, mais quand on a un budget qui est faible, quelle priorité fait-on ? Est-ce qu'on saupoudre ou est-ce que l'on concentre. Et si on ne concentre pas, à qui attribut-on ? Ces questions-là ne sont pas des petites questions. La question du musée d'art contemporain à Toulouse en est une, par ailleurs, de ces questions-là. Il était discutable effectivement que la Région le finance. C'était discutable.

- **Patricia Rosenthal** : La question c'était s'il y avait trop, comment on ferait pour ne pas en perdre. Déjà je dirais que bêtement, moi je pense qu'il faut absolument qu'on arrive à ce que le plus petit, le dernier qui arriverait, celui que vous n'avez pas compté dans le trop, puisse déposer de la même façon que celui qui existait avant. Puisse avoir accès à des subventions au même titre. C'est difficile, mais c'est un critère comme un autre. Je pense que si on pense à ce filtre-là, plus une cellule de veille, c'est-à-dire, pourquoi pas, créer un répertoire, créer une cellule de veille active. Ce sont des moyens comme d'autres.

- **Arnaud Lafon** : On a beaucoup parlé de la création et de la diffusion culturelle, je ne sais pas si on a également parlé des métiers d'accompagnement indispensable par rapport aux éclairagistes, par rapport aux preneurs de son. Et aujourd'hui je suis à jeun d'avoir vu dans l'offre régionale des métiers qui apprenaient, ou des centres de formations qui apprenaient ces métiers. En dehors du lycée des Arènes, et du BTS audiovisuel, je n'ai pas vu de CFA destiné autour des métiers du spectacle. Pour connaître des jeunes qui se destinent à ces métiers-là, ils sont obligés d'aller en région parisienne pour apprendre leur métier. Le rôle de la Région, c'est d'accompagner sur des métiers indispensables à l'aide à la création, à l'aide à la diffusion.

- **Marie Déqué** : Effectivement, la question est d'importance. Bien évidemment, spontanément, je vais dire non. Il n'est pas question de réguler, il n'y a pas de logique comptable à la culture, et surtout pas. Après, les moyens nécessaires, ça fait partie de la question qu'on avait traité en début d'intervention, mais par rapport aux augmentations de contrats possibles, qui, mettons, ont augmenté de 40% en trois ans, il y avait 100% d'augmentation d'acteurs, et si je me rapporte au rapport Latarjet, qui d'ailleurs est abrité par le site du Synavi il me semble. Contrôle, le mot ne me plaît pas du tout, mais peut-être qu'il y a des professionnels et d'autres qui le sont moins, et il faudrait peut-être s'appuyer sur des vrais professionnels, et que c'est peut-être parfois moins le cas. Je pense qu'effectivement, il y a énormément d'acteurs d'importance dans toutes les disciplines, mais il y a peut-être aussi, je ne fais que relater ce rapport, poser la question d'absence de contrôle de la professionnalisation, de certains acteurs qui font beaucoup de personnes par rapport à l'offre qui, même si elle est en augmentation, est de 40% par rapport à 100% d'augmentation d'acteurs possible, en tout cas, se déclarant comme tels. Voilà, alors je ne fais que poser la question, ou la reposer ici en public. Parce qu'il y a bien à un moment donné, une question à se poser. Du pourquoi. **[Stéphane Borras** : ...un plan de licenciement quoi] Mais non, je n'ai pas du tout dit ça, c'est dommage de toujours ramener ce que je dis à éventuellement quelque chose que vous prêtez aux propos ou aux attitudes du président de la république. Tout à l'heure, on était un peu d'accord sur les Abattoirs, ça m'a étonnée qu'on soit d'accord. Sur les enseignements établissement privé, rassurez-vous, il y a aussi le président de la région Midi-Pyrénées qui donne des subventions à des établissements privés.

- **Hélène Breton** : La question, c'était comment on repère l'émergence. Je crois et je suis convaincue que ce n'est pas la Région qui va repérer l'émergence. Ça a déjà été dit. Le problème, c'est de quels outils se dote la Région de quels partenariats elle se dote, avec qui elle travaille, pour repérer cette émergence. Juste pour resituer les chiffres, on considère qu'actuellement il y a à peu près 300 compagnies de théâtre en Midi-Pyrénées, la Région reçoit à peu près 80 dossiers par an. Tout le monde peut déposer un dossier, là-dessus, il n'y a pas de problème. Les dossiers sont examinés par un comité conseil qui est connu, qui est renouvelé régulièrement, tous les ans il y en a qui changent pour des raisons personnelles,

etc. qui examinent les dossiers, sur la base d'un ou deux critères, des critères artistiques et aussi de critères de validité économique du projet, de critères de possibilité de diffusion, de critères de droit du travail, même si on sait que c'est difficile. Il y a une batterie de critères, et en gros, à peu près la moitié des projets sont aidés. Pour donner cet ordre de grandeur. Mais tous les ans, dans ces projets, il y en a de nouveaux, il y a des compagnies nouvelles, qui sont aidées pour la première fois, et c'est même aussi un critère quelques fois, l'enveloppe étant ce qu'elle est, si on doit faire un choix d'aider quelqu'un qui émerge, quelqu'un de nouveau. Donc effectivement, il faut trouver, on a déjà un petit peu vu comment sur le terrain, l'ensemble des pôles ont aussi cette fonction de repérage de l'émergence, ça moi je continue à penser que c'est extrêmement important. Il y a dans tous les départements des scènes, des scènes conventionnées, des scènes régionales, nous avons créé des scènes régionales qui sont des pôles qui peuvent aussi exercer cette mission-là. Et puis il y a des choses à trouver, sur lesquelles on peut travailler avec les propositions que vous envisagez. Il y a l'ensemble des réseaux qui fonctionnent. Enfin, je crois qu'on est doté d'un ensemble d'outils qui font qu'on doit pouvoir quand même repérer les talents, et qu'on ne doit pas laisser perdre beaucoup de talent. Les services du Conseil Régional sont aussi à l'écoute, et reçoivent les gens. Il y a une concertation et il y a une activité de rencontre, de débat, il y a les animateurs culturels qui sont sur les territoires, sur tous les Pays, ils sont aussi à l'écoute de ce qui se passe. Ils sont aussi en contact avec les structures, avec les associations. Donc je crois qu'on a les moyens de repérer l'émergence, et on va le restructurer encore un petit peu davantage avec le projet autour de la Digue, et après, il y a un problème de comment on accompagne cette émergence, comment on aide les jeunes équipes à se professionnaliser, comment on les aide à se faire connaître. Mais on a aussi là-dessus des possibilités et des outils.

Questions de la salle

À travers des activités radiophoniques, j'ai pu interviewer plusieurs compagnies, donc vous parlez de diffusion de la création, de pôles et de réseau des pôles, mais comment ça se fait qu'il y ait beaucoup de compagnies qui m'aient parlé de stigmatisation ? C'est-à-dire qu'elles ont été obligées d'aller se diffuser en dehors de leur région pour être reconnues ici ?

- **Hélène Breton** : Je ne sais pas de quelles compagnies il s'agit, mais tant mieux si elles ont pu être diffusées en dehors de leur région. Parce que souvent le problème des compagnies régionales, enfin moi celles que je rencontre le plus souvent, leur problème, c'est d'arriver à aller diffuser à l'extérieur de la région. Et c'est vrai qu'on essaie de travailler dans ce sens-là, on l'a pas évoqué, mais avec l'Euro région, avec des actions inter régionales, etc. il y a peut-être des compagnies qui ont été mieux reconnues, ou d'abord reconnues à l'extérieur, l'essentiel, c'est que les artistes circulent, pour eux c'est essentiel, et pour nous aussi d'en accueillir, et pour eux c'est essentiel de circuler. Donc stigmatiser, je ne sais pas par rapport à qui, des structures qui préféreraient diffuser..

Beaucoup de compagnies m'ont dit que c'était très dur de se faire reconnaître d'abord dans leur propre région, alors que ce soit à n'importe quel niveau de cercle de lieu de diffusion, mais ça arrive que la reconnaissance ne vienne qu'une fois qu'elles soient allées dans d'autres régions tourner leur spectacle. Je trouve ça un petit peu incohérent.

- **Gérard Onesta** : Je suis content qu'il y ait une question qui vienne sur la diffusion parce que ça m'a un petit peu surpris que dans les questions, ce volet-là ne soit pas sorti, parce que c'est quelque chose qu'on a identifié, une fois de plus, comme étant assez essentiel. Notamment pour tout ce qui est spectacle vivant, on sait très bien que le nombre de représentations est souvent très limité. Je suis effaré de voir des spectacles d'une qualité incroyable, on me dit c'est la première et la dernière. Et on pense qu'il y a un support, on est quand même en 2010, qui mériterait d'être développé au niveau régional, je vais lâcher un gros mot, c'est télévision. Il suffit de franchir le Rhin, de franchir les Pyrénées, etc. pour se rendre compte de qu'est-ce que c'est des télévisions régionales, qui émettent avec

du contenu local. Une fois que j'ai dit ça, j'ai encore rien dit. Parce que c'est compliqué à monter, il y a des partenariats, etc. Mais si c'est possible dans des pays comme l'Allemagne ou l'Espagne, je pense que c'est un défi à relever. On n'arrivera pas à faire vivre les arts dit vivants s'il n'y a pas des vecteurs de diffusion qui dépassent la taille des murs d'une salle aussi prestigieuse et sympathique que celle où on est aujourd'hui. Donc il faut penser vecteur de diffusion, et nous on ose télévision.

- **Stéphane Borras** : c'est pour rebondir, mais écoute, les télévisions, il y en a quand même pas mal. Parce que là, c'est pareil, on rebondit sur le problème du fric. Tu sais bien qu'une télévision ça coûte cher.

- **Gérard Onesta** : J'en ai lancé une au niveau européen, une télévision Internet, et Internet, c'est la même chose, parce qu'il y a convergence des supports, vous pouvez l'avoir sur votre télévision de salon, et ça peut permettre d'avoir des outils très intéressants. On n'est pas dans le fantasme Bouygues/TF1. C'est pas du tout ça.

- Stéphane Borras : La Catalogne est une autonomie qui a de l'argent, tu parles de l'Europe, là on parle de la Région Midi-Pyrénées. Il ne faut pas se faire plus fort qu'on est. La région Midi-Pyrénées a des choix à faire, et si elle a des choix à faire, il faut les concentrer vers les choses qui paraissent utiles, avec des priorités. La question de la diffusion nécessite de l'argent, et la question qu'a posée la dame tout à l'heure, ça renvoie à la transparence. Qui c'est qui décide si telle compagnie de théâtre mérite d'être financée pour la diffusion en Midi-Pyrénées ? C'est qui qui donne le label ? Là, c'est comme en province. On va ailleurs, et quand on est célèbre ailleurs, on a le tampon ici. C'est en gros ce que vous avez dit. Et ça, ça renvoie toujours au même problème de transparence. Même si c'est un vrai grand problème, qui décide de qui mérite. Est-ce que c'est la bonne décision ? est-ce que les différents acteurs sont d'accord avec ?

Laurent Ballay : On va prendre plusieurs séries de questions, sur lesquelles on va vous donner un temps de parole.

- **Stéphane Blanchard**, Fédération Midi-Pyrénées des arts de la rue, CGT spectacle, Couac, et Compagnie Picto Facto : Effectivement le problème de la diffusion est un problème essentiel. Et à travers toutes les réponses que vous avez données, à chaque fois, si on avait traité le problème de l'emploi, on répond à toutes les questions. Et on répond à la question de la démocratie, des critères de choix. Si on répond à des critères sur l'emploi, il y a un critère de choix qui est totalement objectif. Si on parle de la dignité des travailleurs culturels, qui, au lieu d'aller vers l'assistanat de l'Assedic, peuvent vivre de leur métier, à nouveau on parle de diffusion. Et à chaque fois, on revient au problème de la diffusion. Je finis par croire, après toutes ces années de militantisme, que tous les pôles structurants, que les lieux de fabrique, que les lieux de ceci, je me demande si c'est pas parce que vous n'avez pas les moyens, vous avez juste les moyens de faire des choses très visible à un endroit, comme ça on va communiquer sur ça, c'est très visible, et le fond du problème, c'est qu'on travaille, qu'on vive de nos métiers, c'est la diffusion. Alors il y a des outils qui existent notamment en régions, il y a l'aide à la diffusion qui existe, développez ce système à outrance, quitte à prendre, quitte à faire un moratoire sur l'aide à la création. On arrivera toujours à se démerder pour créer. On y arrive, on y arrive dans des conditions terribles. On veut vivre de nos métiers.

- Moi aussi je suis à la CGT spectacle, je travaille chez Picto Facto, j'ai tenté il y a 3 ans d'ouvrir une salle, j'ai quitté cette salle. Aujourd'hui, je suis très étonné : aucun de vous n'a parlé des publics. Les petits électeurs qui vont mettre les bulletins. Publics, diffusion, emploi. La création, on s'en fout. On s'en charge. Et la diffusion passe aussi par une redistribution des subventions en changeant les critères. Accordons une subvention parce qu'on va payer des heures de travail. Pas pour financer le transport pour aller à Avignon par exemple. Le transport, on se démerdera toujours pour le payer. Excusez-moi Madame Breton, j'avais une compagnie, la Région m'a permis d'aller à Avignon, mais je n'ai payé personne. J'ai payé le transport. Et c'est de l'argent public. On nous paye le transport pour aller travailler au noir, à Avignon, à Aurillac. Arrêtons de donner des aides financières à des structures qui ne

respectent pas la législation du travail, qui se font contrôler. Quand on paye les gens, les gens cotisent aux caisses. On arrête de taper dans la solidarité inter professionnelle.

- **Pedro Bealu**, je travaille avec une compagnie qui s'appelle le Tara théâtre, on est une compagnie de marionnettistes. On tourne nationalement, on a constaté une chose, beaucoup de lieux de diffusion ferment faute de moyens. Déjà on nous a tapé dessus, les intermittents en 2003, avec la grande régression de nos conditions de travail, de plus l'Etat s'est désengagé sur tout le circuit de diffusion, et les lieux de diffusion. Or c'est eux qui font le lien entre le public et les artistes, c'est eux qui nous donnent du boulot entre autres. Qu'est-ce que vous comptez faire pour le soutien des lieux de diffusion ? Est-ce que vous voulez déjà soutenir ceux qui ont des difficultés à l'être encore plus, et soutenir ceux qui sont amenés à se créer. Parce qu'il y en aura d'autres, certainement.

- Tous les candidats qui sont là, quels sont leurs outils très concrètement, de rendre les pôles structurants autour du spectacle vivant, attentifs à ce que représentent les acteurs du spectacle vivant en Midi-Pyrénées. Sachant qu'ils le sont très peu. On l'a dit, ils ont parlé de la capacité de voir ce qui se passe dans cette région, il y a 300 compagnies, on le voit dans leur programmation. Est-ce que c'est un encouragement des lieux forts à accueillir des compagnies ? Est-ce que c'est un encouragement de lieux petits à accueillir des petites formes ? Est-ce que quelque part, vous avez une idée de ça ou pas, les uns et les autres ? Comment vous comptez agir, est-ce c'est préoccupant pour vous ou pas ? nous sommes tous, à priori des acteurs du spectacle vivant, donc je pense que c'est une question qui nous concerne tous, quelques soient nos budgets, quelle que soit votre émergence ou votre ancienneté.

Laurent Ballay : Je reprends les questions, on a une 1ère question sur le problème de l'emploi, de la diffusion de la création,

- Un dernier truc sur l'emploi, les offres d'emploi qu'il y a actuellement, ce ne sont que des CAE. 20h par semaine, 2 ans non renouvelable...Comment la Région intervient sur la misère des emplois culturels proposés aux jeunes qui sortent de formation.

Laurent Ballay : Deuxième question, le soutien aux petits lieux de diffusion qui sont en danger et qui doivent se créer, et la troisième question, comment on fait pour rendre les pôles structurants attentifs à notre secteur indépendant.

- **Stéphane Borrás** : La dernière question est très révélatrice, le secteur culturel est peut-être celui qui est le plus atteint par le problème de la précarité. C'est toujours difficile de faire une compétition dans le domaine, mais je pense que là, il y a quand même une poche de précarité. Ça renvoie à plusieurs problèmes, c'est un problème national, c'est la répartition des richesses dans ce pays, alors je vais pas faire un grand développement ici, c'est pas l'objet, mais on a un vrai grand problème de droit du travail, avec des entorses extrêmement grave avec le CAE, un problème de répartition des richesses où on veut les mettre, avec quels outils fiscaux, etc. La deuxième chose à laquelle je voulais répondre, c'est que sur la question du droit du travail et de qui on paye, il faut qu'il y ait un contrôle absolu là-dessus. Dans le cahier des charges, et voir comment ça se passe. Il est inadmissible que de l'argent public serve à du travail au noir. Après est-ce que c'est dur à contrôler, probablement, mais quand on l'a dit, et essayé de le faire, on a peut-être un petit peu résolu le problème. Et dernier point, je pense que les pôles qui sont en région sont à la fois trop gros et à la fois trop petits. Trop gros parce qu'ils absorbent pas mal de fric, du peu qu'il y a, et trop petit, parce qu'ils ont pas un rayonnement suffisant. J'ai dit ça, j'ai pas complètement répondu, j'en ai conscience, nous pensons qu'il faut plutôt aller à l'aide à la diffusion. Ça ne veut pas dire supprimer le reste, ça veut dire donner un effort très particulier là-dedans, parce que dans ce qu'on entend globalement, mais il y aura probablement des désaccords entre vous y compris, parce que ce qu'on entend globalement, c'est plutôt ce qui est demandé par les acteurs. Nous semble-t-il. Ça ne veut pas dire, on fait rien sur la création, mais quand je dis, on fait priorité sur la diffusion, bien entendu, ça veut dire qu'il y a priorité. On ne va pas raconter qu'on rince gratis tout le monde avec toujours le même argent. Et dernier point, il y a le problème, mais

qui renvoie à un autre, c'est le problème de la masse budgétaire qui est trop petite.

- **Arnaud Lafon** : Création/ diffusion, je crois qu'opposer l'un à l'autre, comme on pourrait opposer grande et petite structure, ça n'a pas forcément beaucoup de sens par rapport à une politique régionale. Je crois qu'à un moment donné, il faut que la Région soit présente à tous les stades. Il faut que les lieux, de création par exemple, résidence d'artistes soient également des lieux de diffusion pour d'autres compagnies, et que nous ayons ce système de roulement [*il faut avoir les moyens de payer les gens qui viennent résider*] – j'ai sur ma commune 3 troupes, à résidence avec un lieu de diffusion. J'espère qu'une fois que je serai à la Région, je pourrai aider et accompagner des communes de taille similaire à la mienne à développer et à essaimer ce genre de structures partout au niveau de la Région. Par rapport maintenant au fonctionnement de ces lieux, parce que c'est bien beau de se créer des petites cabanes aux 4 coins de la Région, mais derrière, ces cabanes, il faut les faire vivre. Ces lieux de diffusion plus précisément. C'est à un moment donné accompagner les acteurs, les créateurs culturels à résidence. C'est donc les loger, mais également leur permettre de pouvoir venir se produire sur nos territoires communaux respectifs. C'est ce en quoi je pense qu'une politique régionale peut aider et accompagner.

- **Marie Déqué** : J'entends cette demande tout à fait légitime d'aide à la diffusion, qui existe déjà. Mais peut-être pas suffisamment, mais ça existe les aides à la diffusion, ça existe au niveau de l'institution région, ça existe au niveau de l'institution ville. J'ai dit ça existe, j'ai pas dit que ça suffisait. En tout cas ça existe, et en même temps, je vous entends dire la création, oui mais non, nous ce qui nous intéresse, c'est diffuser. Sauf que pour diffuser, il faut quand même avoir créé avant, et que peut-être, au moins certaines compagnies, ont besoin d'aide à la création pour justement faire le travail de création, qui parfois, n'a pas effectivement de visibilité, et qu'on regrettait par rapport aux moyens qui ne leur étaient pas donnés en ce sens. Mais le problème, comment la Région peut-elle aider à la diffusion ? Comment peut-elle obliger les scènes à accueillir les compagnies ? À part préconiser ou recommander des compagnies, et en même temps, je reviens à ce que je disais tout à l'heure, parce que je pense qu'il y a certains responsables de salle qui sont prêts à accueillir et qui l'ont fait, qui l'ont peut-être pas fait assez, mais qui le font. Mais en même temps, s'il y avait eu un lieu, je parlais de la Digue tout à l'heure, en tout cas qui était possible, c'était celui-là. Il existe ce lieu. [*Sur l'agglomération, il y a 54 salles, faut les remplir !*] Je suis d'accord, mais comment peut-on obliger des responsables, des directeurs artistiques, je parle de la Région, on pose la question à la Région... On parlait tout à l'heure du politique qui ne devait pas imposer, bien sûr que non. Il doit impulser, et éventuellement, à un moment donné, prendre des décisions des grandes lignes de politiques culturelles. Mais il ne peut pas téléphoner à Mr untel ou Mr untel et dire 'voilà, ce serait quand même bien, plutôt que d'accueillir d'un peu partout, de...' On peut le dire, on peut faire état ou faire part de ce sentiment par rapport au travail d'une compagnie, parce que souvent, contrairement à ce qui a été entendu ici ou là, on les reçoit, on les écoute, on va les voir, on va les écouter. Donc on peut avoir aussi un avis là-dessus. On peut le dire, mais les obliger à, à part les moyens dont vous parlez qui seraient peut-être déclencheurs, mais je ne suis pas sûre que ce serait un déclencheur suffisant si artistiquement, ils n'avaient pas décidé d'accueillir. On ne peut pas obliger à accueillir.

Stéphane Blanchard : *On crache à la gueule de la Préférence nationale, on ne demande pas la préférence régionale. Ce qu'on demande, c'est de l'aide à la diffusion. Et que ça bénéficie aux copains des autres régions, et que les autres régions fassent de l'aide à la diffusion, et ça se croiera, ça se mélangera. On ne demande pas des quotas. On demande d'arrêter de faire des lieux où on fabrique des spectacles qui ne peuvent pas tourner parce qu'il n'y a pas de diffusion derrière. Mettez le paquet sur la diffusion pendant un temps s'il le faut,*

- **Marie Déqué** : L'angle diffusion Midi-Pyrénées – Aquitaine, peut-être qu'il y aurait une opportunité à un moment de travailler ensemble, pour avoir ces interactivités.

- **Hélène Breton** : Sur la diffusion, l'aide à la diffusion, vous savez tous qu'elle existe, nous savons tous qu'il faudrait la développer, qu'elle est probablement insuffisante, mais on l'a

développée. On a, l'année dernière, créé un dispositif d'aide à la saison, justement pour permettre aux lieux en région de diffuser plusieurs spectacles, et l'aide est renforcée à partir du troisième spectacle diffusé sur l'année. Et cette aide a énormément développé notre dispositif, puisque justement, on a fait une petite étude pour voir, et on était passé de 136 représentations aidées en 2008 à 192 en 2009, et ça s'annonce plus encore en 2010. Donc c'est un dispositif qui répond à un besoin, qui donc facilite la diffusion, et qui aide les lieux. Parce que j'avais un certain point de désaccord avec Gérard Onesta, je ne suis pas très sûre qu'il faille beaucoup multiplier les lieux en Midi-Pyrénées.

- **Gérard Onesta** : Je n'ai pas dit les lieux de présentation, il y a les lieux d'élaboration,

- **Hélène Breton** : Surtout l'essentiel, chaque fois qu'on pense lieu et que s'ouvre un nouveau lieu, ou qu'il y a un nouveau lieu, et ces lieux sont tous, enfin, la plupart sont financés par la Région dans l'investissement. Mais à chaque fois, l'essentiel, c'est de penser au fonctionnement du lieu. C'est qu'est-ce qu'on va avoir comme équipe pour faire fonctionner ce lieu, qu'est-ce qu'on va avoir comme programmateur, qu'est-ce qu'on va avoir comme technicien... Quels moyens on va avoir. Et je crois que là, il faut être extrêmement vigilant à ça, parce qu'on s'aperçoit qu'on a des lieux, on a même quelques fois de très beaux lieux, modernes, aux normes, un peu partout sur le territoire régional, et où il ne se passe presque rien, parce qu'on n'a pas les moyens.

Il y a aussi des lieux qui ne sont pas aux normes et où il se passe énormément de choses, et qui attendent des aides pour pouvoir arriver à fonctionner normalement.

- Et il y a aussi des équipes artistiques, qui cherchent des lieux. Donc c'est pour ça que je crois qu'il faut...le problème c'est de voir, en partant de l'existant, de ce qu'il y a, comment on peut le faire fonctionner mieux, et ne pas céder à l'idée de multiplier les lieux, mais j'entends bien qu'il y a des tas de lieux nouveaux, de lieux alternatifs, de lieux de nouvelles pratiques, de nouvelles rencontres avec le public, de laboratoires d'élaboration, de travail, qui peuvent sur le territoire se mettre en place. Donc sur la diffusion, ok, il faut des dispositifs, il faut les développer, et l'inter région absolument, il y a déjà un certain nombre de choses qui se font, mais probablement insuffisamment, il faudrait le faire plus, et l'euro région aussi. Je pense qu'on n'a pas le temps d'en parler, mais c'est aussi les projets de diffusion régionale sont des projets qui se sont très bien développés, donc ça répond vraiment à un besoin. Ce que je voulais dire, c'est que la diffusion, c'est aussi les festivals, c'est important. Il y a d'autres types d'aide. Et terminer peut-être sur l'emploi : vous savez que sur l'emploi culturel, d'une part il y a les emplois territoriaux, qui sont des emplois, des CDI d'agents territoriaux chargés du développement culturel, qui sont financés à 40% par la Région, et qui permettent un peu de mettre en musique ces politiques. Et puis il y a les emplois mutualisés, les emplois associatifs mutualisés. Ce qui a été fait pour essayer, mais on sait bien que c'est difficile, que des emplois aidés aient le maximum de chances de se pérenniser. En se mutualisant, ce sont des emplois qui sont mutualisés pendant 5 ans, l'objectif est bien d'accompagner, il y a tout un travail d'accompagnement qui se fait pour que les emplois puissent être pérennisés, c'est l'objectif. Quant aux pôles structurants, et Jean-Jacques Mateu, c'est plutôt lui qui aurait dû nous expliquer l'intérêt des pôles structurants pour des compagnies régionales. *[La dernière question, c'était quel levier...]* On n'a aucun levier pour imposer, si ce n'est qu'on met dans une convention qu'il est souhaitable et qu'il faut que les compagnies régionales soient accompagnées, on n'a après aucun levier pour imposer à un directeur de structure de prendre telle ou telle compagnie. Il y a des expériences intéressantes, parce qu'on voit qu'il y a des expériences où ça marche très bien.

- **Gérard Onesta** : Effectivement, on n'a pas le sentiment que le problème, ce soit un problème d'émetteur. On n'est pas inquiet de ce côté-là, on pense que vous avez largement la matière pour diffuser. C'est pas forcément le problème du récepteur, c'est-à-dire le public. Si le mot n'a pas été prononcé, c'est peut-être qu'on pense que vous êtes suffisamment bons pour intéresser, finalement. Certainement, il y a une formation du public aussi à faire, parce qu'on reste souvent dans des formats assez rigides dominants, le théâtre, c'est comme ça, c'est ce qu'on nous montre, ce qu'on nous montrait à une époque, à la télévision, une fois

par semaine, avec trois coup de brigadier, donc il y a certainement une formation du public. Mais entre l'émetteur, plutôt bon qu'on sent que vous êtes, et le récepteur plutôt attentif que l'on suppose du côté du public, il manque l'outil qui permet de passer. Tout à l'heure j'ai parlé de télévision. Pour nous, c'est vraiment pas un gadget. Je peux vous dire que c'est un sujet sur lequel je me suis penché de manière très pointue, pour avoir lancé ça au Parlement européen, et c'était beaucoup plus compliqué que chez nous, parce que c'était en 23 langues simultanées où on devait à chaque fois traduire, etc. Donc des choses qui sont faisables, effectivement, ce n'est pas du format TF1, France 2, etc. C'est tout à fait autre chose, mais je suis persuadé que c'est à la taille d'une collectivité, surtout si elle s'appuie sur les autres, parce que les budgets peuvent se cumuler. C'est vrai que le budget de la Région est inférieur au budget de la seule ville de Toulouse, justement, il y a des choses à faire avec Télé Toulouse qui est en train de crever avec France 3 qui cherche sa place, etc. Il y a des choses à inventer, ce n'est pas l'imagination qui manque. L'emploi. Je vous invite à lire pas que la fiche culture, mais également la fiche emploi, où l'on pose des choses assez précises, en disant que pour nous, l'emploi est au cœur du projet. Si chacun ne retrouve pas, à travers une activité, sa place dans la société, la société ne tiendra pas encore longtemps. L'emploi, ça veut dire qu'il y a des critères, des choses précises, ça veut dire qu'il faut changer les critères. Quand un dossier arrive, comment on peut trancher entre 2 dossiers, si un dossier crée x emploi et l'autre, beaucoup moins que x, et bien il faut donner une prime à celui qui est le mieux disant créateur d'emploi. Emploi légaux, c'est-à-dire qu'effectivement il faudra regarder de très près, parce que souvent, la précarité, c'est parce que la loi n'est pas appliquée. Je ne dis pas forcément que la loi est formidable, mais au moins, essayons de l'appliquer. Si on a une approche de la culture non élitiste, il y a peut-être façon de faire des choses. J'ai lu des choses très intéressantes quand j'ai lu le projet socialiste, je suis par contre assez dubitatif quant à la grande idée d'organiser des jeux olympiques en 2022 dans les Pyrénées. Parce qu'on sait très bien que c'est le truc qui va rincer tous les budgets – en 2022, on a le temps, mais on sait bien que s'il pleut à l'heure actuelle à Vancouver, il n'est pas sûr qu'il y ait beaucoup de neige en 2022, on fera du ski à roulette. Mais au-delà de ces choses-là, qui vont siphonner les budgets, il y a certainement là des moyens, de vrais moyens, pour créer de l'emploi. Notamment en mutualisant, parce que vous êtes souvent des micros structures, et il y a possibilité d'avoir des temps partagés, pas seulement chacun ses 20 heures dans son coin ; peut-être que 20h ici, plus 20h là, ...Ça ferait un vrai temps complet qui permet à une personne...[c'est ce qu'on fait] Oui, mais la mutualisation, pour l'instant, elle n'est pas systématique, si elle était vraiment systématique, on le saurait. Et bien évidemment penser transrégional, le problème des conseils régionaux, c'est que chacun pense qu'il est maître chez lui, c'est je suis le baron, je tiens telle Région, c'est comme ça, en fait, il n'a que une partie du réseau, et il faudrait qu'on pense également en maillage, et là, le secteur culturel peut beaucoup apprendre au politique.

On s'était engagé à terminer à l'heure, puisqu'il y a des obligations qui suivent, donc on va terminer maintenant. Eric, tu as un petit mot à dire ?

Eric Premel : Je regrette qu'on n'ait pas eu plus le temps d'échange. Je pars avec la proposition de faire une autre réunion assez rapidement, mais cette fois-ci, de manière à ce que l'ensemble des candidats ici puissent avoir une idée précise de l'état psychologique, économique, de l'ensemble des artistes de la Région Midi-Pyrénées. Quels sont leurs besoins, quelles sont leurs attentes, quelles sont leurs situations, où est-ce qu'ils évoluent, où est-ce qu'ils se cassent la gueule, qu'est-ce qui ne marche pas, où sont les angoisses. Parce qu'elles sont énormes. Le fait que l'Etat est en train de flinguer la totalité d'un projet culturel vieux depuis 30 ans qui n'a pas été renouvelé complètement, dans un système dans lequel on est dans une industrie culturelle libérale, le fait que les scènes nationales, les petites scènes nationales sont dans le collimateur pour disparaître, que le conventionnement des théâtres conventionnés est aussi en train de disparaître. Je ne sais pas ce que devient celui de Cahors d'ailleurs, puisqu'il n'a pas été renouvelé, il me semble. Donc effectivement, de toute façon, comme on l'a dit, le tissu qui est de toute façon insatisfaisant, parce qu'il ne répond pas à une écoute, ou une circulation, ou un rayonnement, ou une mise en valeur de l'ensemble des créations en Région. Mais le problème de la Région ici, c'est celui en Aquitaine, il existe en Bretagne, il existe en Alsace. Il y a de toute façon un problème de

vivre de son art, et pour vivre de son art, il faut circuler. Donc je propose une réunion parce qu'il me semble que vous êtes un petit peu quand même légers sur la connaissance de la situation psychologique et économique de l'ensemble des gens qui sont ici et qui ne sont pas là. J'entends les musiciens, les poètes, les photographes, les plasticiens, les comédiens, les circassiens. Alors oui il y a des pôles qui sont faits, bien sûr que la Région, heureusement, a mis en place un certain nombre de choses qui sont visibles, mais ça ne suffit pas de toute façon. Et vous parliez de quelque chose qui était intéressant tout à l'heure Nicole, vous avez dit 'Il nous faudrait du courage politique'. Vous avez dit ça, il faudrait du courage politique. Je pense effectivement que ce courage-là, vous l'avez évoqué comme quelque chose qu'il faudrait avoir, dans certaines circonstances, parce que vous échafochiez deux hypothèses, notamment sur l'histoire de budget, est-ce qu'on déshabille Paul pour habiller Jacques, parce que c'est une question sur laquelle personne ne s'est installée. Effectivement, il y a un budget qui est limité, éternel dans des tas d'endroit, la question, c'est d'avoir le courage politique de dire, oui, là on ne va pas trop loin, on va enlever, pourquoi on n'enlèverait pas, puisqu'on peut faire, non pas un mea culpa, pour ne pas aller sur le champ de la chrétienté, mais décider de changer la donne. Comment se fait-il et comment vous pouvez intervenir auprès des institutions théâtre qui existent pour faire en sorte que les 100 jours d'occupation des lieux, si on prend juin, juillet, août, septembre, les institutions culturelles, les outils de travail sont fermés. Imaginez-vous fermer un hôpital pendant 100 jours ? Est-ce que vous avez là la possibilité d'intervenir sans forcément être autoritariste. Mais il y a quand même des leviers qui sont des leviers de négociation bien plus fort que le désir de négocier. Tout à l'heure, j'ai commencé en disant 'rêver'. Vous avez dit plusieurs, à tour de rôle, certains d'entre vous, comment choisir ici, comment choisir là. Vous vous posez des questions. Vous avez dit à plusieurs reprises 'on va essayer de'. Vous avez dit aussi 'peut-être peut-on imaginer'. On est bien dans le rêve là. Vous avez dit 'il faudrait le désir de'. On est donc bien, et 1 dans un choix politique et du courage politique, l'aurez-vous ? 2, la connaissance parfaite de la situation psychologique des jeunes qui arrivent et puis dès qu'ils ont 30 ans, 40 ans, 50 ans, qui ne travaillent pas, les artistes ne travaillent pas. Les musiciens ne jouent plus. Les comédiens n'ont pas de lieu pour être dans une diffusion. Bien sûr qu'il y a une question d'emploi, mais il y a une question aussi de rééquilibrer l'ensemble de ce que vous dites à plusieurs reprises, on va 'co'faire les choses. On va co-construire. Si on met bout à bout le budget de chaque département, les budgets des villes centres, les budgets des villes phares, les budgets de la Région et le Budget de la Drac, vous avez une somme qui est assez considérable. Cette somme, elle doit être rediscutée. Et rediscutée non pas au sein des institutions, mais rediscutée avec les gens qui sont ici, et ceux qui ne sont pas là.

- Nicole Belloubet : Elle doit être discutée aussi par les élus tout de même

Eric Premel : Vous êtes une élue Madame, vous êtes simplement déléguée du peuple.

- Nicole Belloubet : Oui, bien sûr, avec des responsabilités et des sanctions à échéances régulières.

Eric Premel : Absolument, et on sanctionne s'il faut, si on a le courage politique de sanctionner. Le courage est aussi du côté de ceux qui sont dans la salle.

Je finis : il y a une question de choix sur le budget, je ne sais pas comment vous allez faire pour augmenter le budget de la culture. J'ai une petite phrase : « On ne financera donc plus ni les institutions catholiques, ni les autoroutes, par contre, on se met à travailler sur une gestion équitable de l'occupation des grottes, de manière à ce que l'ensemble des artistes qui sont ici puissent non pas à défaut travailler ici, mais partir vers le sud. »

Impulsion de politique culturelle .

Redéploiement

Missions de service public • CDC • Foix • TNT

Développement **Synavi** • Label • Lieux

Syndicat National des Arts Vivants

Territoire régional • Europe Euro-région

Institution Secteur indépendant • Articulation

Structuration des filières • Partenariats • Métropoles

Innovations • Projets culturels de territoire

Arts de la rue • Musiques actuelles • Scènes nationales

Etat • Réseau • Responsabilité • Conseil Régional

Midi-Pyrénées • Réorientation • tél: 05 61 62 14 85

Conventions de développement territorial • Pays web: <http://www.synavi.org/>

Conseils de développement • Résidences

Circulations d'œuvres • Professionnalisation

Acteurs culturels • Economie • Subvention

Investissement • Richesse • Albi • Création

Mutualisation des moyens et des emplois • DRAC

Goût officiel • Coopération • Chantiers • Friches Défricher

Transparence • Evaluation • Compagnies

Critères d'attribution • Département Communauté urbaine

COUAC
12, rue Ferdinand Lassalle
F-31200 TOULOUSE

Action culturelle • Nouveaux territoires de l'Art

Evolution Mise à disposition Inter-municipales • Artistes

Reconnaissance • Techniciens du spectacle • Plurisme

Courage politique • Conventionnement • Concentration

Coopération culturelle • Pôles structurants

Théâtre de la Digue • Abattoirs • Formation • Mobilité

Saupoudrage • Repérage • Emergence • Réseau

Télévision • Accompagner • Soutenir • Rééquilibrer